

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Le bilan de la discussion (*Le Bureau Politique du P. C. français*). — Les bases du Léninisme (*Suite*) (*Staline*). — Autour des élections allemandes (*V. Solsky*). — La poussée nationaliste en Allemagne (*W. Kœnen*). — L'impérialisme français en Chine (*Chao Seyen*). — Résolution au sujet du Gouvernement travailliste. — Le « Cours nouveau » dans le P. C. polonais (*F. Lensky*). — Les élections finlandaises (*K. Manner*). — Lénine : « Sur la route de l'insur-

rection » (*Mettasch*). — Au Conseil National du P. C. français (*G. Zinoviev*). — L'Italie actuelle (*Andres Nin*). — L'action communiste dans les campagnes (*Mathias Racosi*). — Le camarade Monatte et les Cellules d'usines (*Jean*). — Lénine et le mouvement syndical (X...). — L'opinion des militants : Réflexions après les élections (*Marcel Bresson*). — La propagande à l'usine (*Janin*). — La Russie des Soviets : « Rakor » (*V. S.*).

## LE BILAN DE LA DISCUSSION

Le Bureau Politique du P. C. F. au Conseil National des 1<sup>er</sup> et 2 Juin 1924

**L**a discussion au sein du Parti Communiste russe s'est terminée par la Conférence de janvier. Les 250.000 ouvriers qui, délégués par les usines, sont entrés dans le Parti, ont augmenté l'effectif prolétarien du P. C. R. Ils l'ont relié d'une façon plus étroite avec les masses; ils ont donné une impulsion considérable à l'activité du Parti et sont la meilleure garantie de sa démocratisation véritable. La stabilisation complète de la monnaie, les mesures économiques dont le résultat a été de resserrer sensiblement les « ciseaux ». La lutte contre l'influence croissante du capital privé, l'amélioration de la situation des masses, tels sont les résultats acquis. La « Vieille Garde » bolchevique, malgré les coups qui l'ont frappée en 1923, s'est acquittée à son honneur des tâches les plus difficiles.

Il s'agissait non pas d'une lutte de chefs entre eux, mais des questions fondamentales de la tactique et de la politique du P. C. R. sous le régime de la Nep, après une série de défaites du prolétariat européen, défaites qui avaient provoqué un pessimisme exagéré chez quelques camarades.

La lutte contre les survivances social-démocrates et les déviations petites bourgeoises, lutte qui était la conséquence directe des défaites de 1923 et des difficultés du développement de la Révolution russe a contribué à la netteté et à la consolidation des différents partis et a posé la question de la bolchevisation des partis européens.

Le Parti Communiste allemand a traversé, en 1923, une crise pénible. Le désir de lutte de l'avant-garde, le mécontentement des larges masses, la désagrégation de la classe dominante, la guerre de la Ruhr, la misère, le chômage et la crise financière, mettaient à l'ordre du jour la résistance révolutionnaire à l'offensive de la réaction ainsi que la prise du pouvoir. La renonciation à toute lutte provoqua une déception profonde dans le Parti et amena sa division en trois fractions. Le P.C.A. a condamné à l'unanimité la droite pour son refus de reconnaître les fautes commises et d'en tirer toutes les déductions nécessaires. Dans une longue discussion, le Parti a dressé son bilan, bilan profondément instructif pour toutes les sections de l'I. C. Le pessimisme des camarades prédisant la perte par le Parti de son caractère de masse, la scission désastreuse des syndicats et presque l'effondrement du Parti lui-même mettaient en évidence leur crainte de la nouvelle orientation du Parti.

Le P. C. A. a nettement viré à gauche; il a condamné les fautes commises dans l'application du front unique en Saxe et en Thuringe, par suite de la renonciation à la lutte et l'incapacité de la direction antérieure à consolider le Parti. A ce tournant, un petit groupe du Parti a, par déception, et pour réagir contre les survivances réformistes et les fautes tactiques, répondu par la renonciation à toute tactique, par le rejet de la tactique du front unique, par une tentative de révision du léninisme, par une tendance à céder aux velléités scissionnistes des ouvriers déprimés par le

chômage et indignés contre la bureaucratie syndicale et contre-révolutionnaire.

Le Congrès de Francfort, avec l'appui du C. E. de l' I. C., a entrepris la lutte contre les déviations d'extrême-gauche, le pessimisme se dissimulant sous une phraséologie révolutionnaire, la désagrégation ou simplement les déviations menchevistes. Les succès formidables du P. C. A. qui a réuni 4 millions de voix aux élections, qui a déployé la plus grande activité au cours des grèves, et qui mène les ouvriers à la lutte contre le fascisme, ont atténué le danger d'extrême-gauche et rétabli l'influence et l'autorité du Parti. Le Congrès de Francfort et le Comité Central qu'il a élu ont, avec l'aide du C. E. de l' I. C., entrepris une lutte méthodique contre toute tentative d'introduire, sous le couvert de phrases révolutionnaires, la scission dans les syndicats, de renforcer la position de la bureaucratie syndicale traître dont la faillite est maintenant avérée. Le danger de scission, résultat des manœuvres de la bureaucratie syndicale, a été surmonté grâce à la position nette et ferme du P. C. A.

Dans la tactique du front unique, le Parti Communiste allemand, en dépit de quelques hésitations, suit la ligne de l' I. C.

Le coup de barre à gauche du P. C. A. a été une nécessité en même temps que l'expression du développement de la conscience révolutionnaire dans les masses prolétariennes. La tâche du 5<sup>e</sup> Congrès est de mettre sous les yeux de toutes les sections de l' I. C. l'expérience de l'année 1923 en Allemagne, de surmonter définitivement les dangers d'extrême gauche, de consolider le Parti et d'aider tous les membres du P. C. A. à organiser la lutte commune avec les Partis Communistes de France, d'Angleterre, de Pologne et de Tchéco-Slovaquie contre la paix de Versailles, la journée de dix heures et l'action fasciste.

Dans la Ruhr, le Comité d'action commun des Partis Communistes français et allemand doit travailler méthodiquement sous le contrôle du Comité Exécutif de l'Internationale.

Les thèses du Parti français sur les questions russe et allemande ont donc été justifiées par le cours des événements.

C'est grâce à l'application de la ligne et des principes léninistes que nos deux Partis frères ont réussi à surmonter les grosses difficultés qu'ils avaient rencontrées. L'un dans l'organisation d'une révolution prolétarienne et l'autre dans la lutte pour la dictature du prolétariat. Aussi, le 5<sup>e</sup> Congrès doit faire le bilan des discussions de 1923 sur ces questions fondamentales et le rendre accessibles à la masse des membres du Parti dans les pays où elles n'ont pas été exposées.

Le 5<sup>e</sup> Congrès doit prendre les mesures nécessaires pour rendre le léninisme accessible aux Partis et aux grandes masses. La mise en lumière des problèmes fondamentaux du léninisme est la meilleure garantie contre la répétition des fautes de 1923. Les caractéristi-

ques générales du léninisme que le Parti français doit en partie populariser, sont la théorie sur l'Etat, l'inévitabilité de la destruction de l'Etat bourgeois, la création des Soviets comme instruments de la dictature du prolétariat, le rôle du Parti comme avant-garde et organisateur de la révolution et comme dirigeants de la majorité du prolétariat en liaison avec les paysans, les peuples opprimés et tous les exploités.

Il faut exiger quel que soit le développement des sections de l' I. C., qu'elles renforcent leur propagande en faveur de la dictature du prolétariat, qu'elles mettent en lumière les mesures du pouvoir soviétiste.

Pour appliquer véritablement la ligne léniniste, le Parti français a encore de grandes tâches pratiques à accomplir :

1° Conquête de la majorité du prolétariat. Formation de son unité de classe sous la direction du Parti. Propagande particulièrement vigoureuse dans toutes les régions industrielles (création de syndicats, reconstruction de l'unité syndicale, application révolutionnaire du front unique) ;

2° Conquête des masses paysannes et assurer leur liaison avec le prolétariat sous le mot d'ordre du Bloc Ouvrier et Paysan. Organisation de Congrès départementaux de paysans avec représentation des coopératives agricoles et syndicats agricoles des paysans isolés, des métayers, des petits fermiers, des petits propriétaires. Préparation d'un Congrès national de paysans avec représentation identique ;

3° Liaison des masses ouvrières et paysannes avec les peuples opprimés par l'entente avec les fractions nationales des colonies ayant la volonté de lutter contre l'impérialisme en vue de les amener sous la direction du Parti. Les députés communistes devront exposer du haut de la tribune parlementaire l'attitude du Parti dans les questions nationales et coloniales ;

4° Organisation des fractions les plus exploitées du prolétariat, femmes et jeunes ;

5° Utiliser le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan en soulignant toutefois que le gouvernement ouvrier et paysan ne peut se maintenir que grâce à la dictature du prolétariat ;

6° Soutenir la lutte contre les survivances social-démocrates et les tendances réformistes dans les différents Partis et fixer en tenant compte de conditions locales et de la force des Partis, les tâches concrètes propres à accroître l'activité des partis dans chaque Parti. En même temps lutter contre la passivité voilée sous une phraséologie révolutionnaire contre tout refus de procéder à la tâche de la conquête de la majorité du prolétariat contre toute renonciation à la tactique du front unique ;

7° Soutenir la réorganisation de toutes les sections de l' I. C. sur la base des cellules d'usines, la seule assurant la liaison avec les masses.

# LES BASES DU LENINISME

(Suite)

## La méthode

J'ai dit plus haut qu'entre Marx et Engels d'une part, et Lénine de l'autre, s'étendait toute une période de domination de l'opportunisme de la II<sup>e</sup> Internationale. Pour préciser, j'ajouterai qu'il ne s'agit pas de la domination formelle, mais uniquement de la domination effective de l'opportunisme. Formellement, la II<sup>e</sup> Internationale était dirigée par des marxistes orthodoxes comme Kautsky et autres. En réalité, son travail fondamental s'effectuait dans la ligne de l'opportunisme. Petits-bourgeois de nature, les opportunistes s'adaptaient à la bourgeoisie; quant aux « orthodoxes », ils s'adaptaient aux opportunistes pour « conserver l'unité » avec ces derniers, pour maintenir « la paix dans le Parti ». En définitive, l'opportunisme dominait, car, par les opportunistes, les « orthodoxes » étaient liés indissolublement à la politique de la bourgeoisie.

Ce fut une période de développement relativement pacifique du capitalisme, une période d'avant-guerre pour ainsi dire, où les contradictions de l'impérialisme ne s'étaient pas encore révélées dans toute leur ampleur, où les grèves économiques et les syndicats se développaient plus ou moins « normalement », où les partis socialistes remportaient des succès électoraux et parlementaires foudroyants, où les formes légales de lutte étaient portées aux nues et où l'on espérait « tuer » le capitalisme par la légalité; en un mot, une période où les partis de la II<sup>e</sup> Internationale grossissaient, s'empêtaient et ne songeaient plus à la révolution, à la dictature du prolétariat, à l'éducation révolutionnaire des masses.

Au lieu d'une théorie révolutionnaire intégrale, des thèses contradictoires, des fragments de théorie sans liaison avec la lutte révolutionnaire effective des masses, des dogmes abstraits et surannés. Formellement, on se référait encore à la théorie de Marx, mais uniquement pour la dépouiller de son esprit révolutionnaire.

Au lieu d'une politique révolutionnaire, un philistinisme amorphe, une politique mesquine, des combinaisons parlementaires. De temps à autre, des décisions et des mots d'ordre révolutionnaires, enterrés aussitôt qu'adoptés.

Au lieu d'apprendre au Parti la tactique révolutionnaire véritable, par l'étude de ses propres fautes, on évitait soigneusement les questions épineuses. Quand, par hasard, on y touchait, c'était pour les estomper et terminer la discussion par une résolution élastique.

Tels étaient la physionomie, la méthode de travail et l'arsenal de la II<sup>e</sup> Internationale.

Pourtant, on entrait dans une nouvelle période: la période des guerres impérialistes et des combats révolutionnaires du prolétariat. Les anciennes méthodes de lutte s'avéraient nettement insuffisantes devant l'omnipotence du capital financier.

Il fallait réviser tout le travail, toute la méthode de la II<sup>e</sup> Internationale, en expulser le philistinisme, l'étroitesse mesquine, la politique à combinaisons, le social-chauvinisme, le social-pacifisme. Il fallait faire l'inventaire de l'arsenal de la

II<sup>e</sup> Internationale, en rejeter tout ce qui était rouillé et désuet, forger de nouvelles armes. Sans ce travail préliminaire, il était impossible d'engager la guerre contre le capitalisme. Sans ce travail, le prolétariat risquait de se trouver insuffisamment armé ou même complètement désarmé dans les batailles révolutionnaires futures.

C'est au léninisme qu'allait incomber cette révision générale, ce nettoyage des écuries d'Augias de la II<sup>e</sup> Internationale.

Voilà dans quelle situation est née et s'est formée la méthode du léninisme.

A quoi se ramène cette méthode?

Tout d'abord à l'épreuve des dogmes de la II<sup>e</sup> Internationale dans le creuset de la lutte révolutionnaire des masses, dans le creuset de la pratique, c'est-à-dire à la restauration de l'unité entre la théorie et la pratique, car ce n'est qu'ainsi que l'on peut former un parti véritablement prolétarien, armé d'une théorie révolutionnaire.

En second lieu, à la vérification de la politique des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, non pas d'après leurs mots d'ordre et résolutions, mais d'après leurs œuvres, car ce n'est qu'ainsi que l'on peut conquérir la confiance des masses prolétariennes.

En troisième lieu, à la réorganisation de tout le travail du Parti, à sa transformation révolutionnaire, à l'éducation et à la préparation des masses à la lutte révolutionnaire, car ce n'est qu'ainsi que l'on peut préparer les masses à la révolution prolétarienne.

En quatrième lieu, à l'autocritique des partis prolétariens, à leur éducation par l'expérience de leurs propres fautes, car ce n'est qu'ainsi qu'on peut former des cadres et des leaders véritables du Parti.

Telles sont les bases et l'essence de la méthode du léninisme.

Comment cette méthode fut-elle appliquée?

Les opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale ont une série de dogmes sur lesquels pivote toute leur action. Voyons-en quelques-uns.

Premier dogme: le prolétariat ne peut pas et ne doit pas prendre le pouvoir s'il n'est pas la majorité dans le pays. A cette assertion, les opportunistes n'apportent aucune preuve, car ni théoriquement, ni pratiquement, cette thèse absurde ne saurait se justifier. Admettons-la pour un instant, répond Lénine. Mais s'il se produit une situation (guerre, crise agraire, etc.) dans laquelle le prolétariat, minorité de la population, a la possibilité de grouper autour de lui l'immense majorité des masses laborieuses, pourquoi alors ne prendrait-il pas le pouvoir? Pourquoi ne profiterait-il pas de la situation intérieure et internationale favorable pour percer le front du capital et accélérer le renouveau général? Marx n'a-t-il pas dit, vers 1850, que la révolution prolétarienne en Allemagne serait en excellente posture si on pouvait l'aider par « une réédition pour ainsi dire de la guerre paysanne »? Or, à cette époque, le nombre des prolétaires en Allemagne était comparativement moindre que dans la Russie de 1917. La pratique

de la révolution prolétarienne russe n'a-t-elle pas montré que ce dogme cher aux hommes de la II<sup>e</sup> Internationale est dénué de toute signification vitale pour le prolétariat? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire des masses s'ape de plus en plus ce dogme suranné?

Deuxième dogme: le prolétariat ne peut garder le pouvoir s'il ne dispose pas de cadres suffisants d'intellectuels et de techniciens capables d'organiser l'administration du pays; il faut commencer par former ses cadres sous le capitalisme et ensuite s'emparer du pouvoir. Admettons-le, répond Lénine, mais pourquoi ne pourrait-on tout d'abord prendre le pouvoir et créer des conditions favorables pour le développement du prolétariat quitte ensuite à mettre les bouchées doubles, à élever le niveau culturel des masses laborieuses et à former rapidement des cadres de dirigeants et d'administrateurs recrutés parmi les ouvriers? La pratique russe n'a-t-elle pas montré que ces cadres ouvriers se forment mieux et plus vite sous le pouvoir prolétarien que sous le pouvoir du capital? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire des masses réfute implacablement ce dogme des opportunistes?

Troisième dogme: la méthode de grève politique générale est inacceptable pour le prolétariat, car elle est théoriquement inconsistante (voir la critique d'Engels) et pratiquement dangereuse (elle peut troubler le cours de la vie économique du pays, vider les caisses des syndicats); elle ne peut remplacer la lutte parlementaire qui représente la forme principale de la lutte de classe au prolétariat. Parfait, répondent les léninistes. Mais premièrement, Engels n'a critiqué qu'une certaine sorte de grève générale: la grève économique générale que préconisent les anarchistes au lieu de la lutte politique du prolétariat; et alors, pourquoi se référer à Engels pour condamner la grève politique générale? Deuxièmement, qu'est-ce qui prouve que la lutte parlementaire est la principale forme de lutte du prolétariat? L'histoire du mouvement révolutionnaire ne démontre-t-elle pas que la lutte parlementaire n'est qu'une école, qu'un point d'appui pour l'organisation de la lutte extraparlémentaire du prolétariat, que les questions essentielles du mouvement ouvrier en régime capitaliste sont résolues par la force, par la lutte directe, la grève générale, l'insurrection des masses prolétariennes? Troisièmement, où a-t-on vu que nous voulions remplacer la lutte parlementaire par la méthode de la grève politique générale? Où et quand les partisans de la grève politique générale ont-ils essayé de substituer aux formes parlementaires de lutte les formes de lutte extraparlémentaires? Quatrièmement, la révolution en Russie n'a-t-elle pas montré que la grève politique générale est la plus grande école de la révolution prolétarienne en même temps qu'un moyen unique de mobilisation et d'organisation des masses prolétariennes à la veille de l'assaut des citadelles du capitalisme? Alors, que viennent faire ici les lamentations sur la désorganisation de la vie économique et sur les caisses des syndicats? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire réfute également ce dogme des opportunistes?

Voilà pourquoi Lénine disait que « la théorie révolutionnaire n'est pas un dogme », qu'« elle ne se constitue définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique du mouvement révolutionnaire de masse véritable » (*maladie infantile*), car elle doit servir

la pratique, « répondre aux questions posées par la pratique » (*les amis du peuple*), être vérifiée par les données de la pratique.

En ce qui concerne les devises et les décisions politiques des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, il suffit de se rappeler le fameux mot d'ordre: « Guerre à la guerre » pour comprendre le mensonge, l'abjection de la politique de ces partis qui voilent leur œuvre antirévolutionnaire de mots d'ordre et de résolutions révolutionnaires. Qui ne se souvient du Congrès de Bâle où la II<sup>e</sup> Internationale menaça les impérialistes des foudres de l'insurrection si ces derniers osaient entreprendre la guerre et proclama le mot d'ordre: « Guerre à la guerre »? Mais quelque temps après, au début même de la guerre, la résolution de Bâle était jetée au panier et l'on exhortait les ouvriers à s'entretenir pour la plus grande gloire de la patrie capitaliste. N'est-il pas clair que les mots d'ordre et résolutions révolutionnaires ne valent pas un liard s'ils ne se traduisent pas par des actes? Il suffit de comparer la politique léninienne de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile à la politique traîtresse de la II<sup>e</sup> Internationale pendant la guerre pour comprendre toute la bassesse de l'opportunisme, toute la grandeur du léninisme. Laissez-moi vous citer ici un passage de *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* dans lequel Lénine flagelle rudement Kautsky pour sa tentative de juger des partis non pas par leurs œuvres, mais par leurs mots d'ordre et leurs décisions :

« Kautsky mène une politique petite-bourgeoise typique; il s'imagine que le fait d'*arborer un mot d'ordre* change quelque chose à l'affaire. Toute l'histoire de la démocratie bourgeoise réduit à néant cette illusion: pour tromper le peuple, les démocrates bourgeois ont toujours posé et seront toujours prêts à poser n'importe quel mot d'ordre. Il s'agit de vérifier leur sincérité, de comparer leurs œuvres à leurs paroles, de ne pas se contenter d'une *phraséologie* idéaliste ou charlatanesque et de rechercher le contenu de classe réel de leurs mots d'ordre... »

Je ne parle pas de la crainte de l'autocritique, caractéristique des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, de leur parti pris de voiler leurs fautes, d'éluider les questions épineuses, de faire accroire que tout est pour le mieux dans leur organisation, d'étouffer ainsi la pensée vive et d'entraver l'éducation révolutionnaire de leurs membres, procédés tournés en ridicule et flétris par Lénine qui, dans la *Maladie Infantile*, écrivait:

« L'attitude d'un parti politique envers ses fautes est un des critères les plus importants et les plus sûrs de son sérieux, de son aptitude à s'acquitter de ses devoirs envers sa classe et les masses laborieuses. Reconnaître ouvertement une faute, en découvrir les causes, analyser la situation qui l'a provoquée, examiner attentivement les moyens de la réparer, c'est là l'indice d'un parti sérieux, c'est là pour un parti ce qui s'appelle faire son devoir, faire l'éducation de la classe et, partant, de la masse. »

D'aucuns déclarent que l'autocritique est dangereuse pour un parti qui, dévoilant ses propres fautes, donne ainsi à ses adversaires des armes contre lui. Lénine considérait cette objection comme dénuée de sérieux et de fondement. Voici ce qu'il disait à ce propos, en 1904, dans sa brochure *Un pas en avant*, alors que notre Parti était encore faible, insignifiant:

« Ils (les adversaires des marxistes) exultent à la vue de nos discussions; ils s'efforceront, certes, d'exploiter, dans leurs buts, certains passages de ma brochure consacrée aux défauts et aux lacunes de notre Parti. Les marxistes russes sont déjà suffisamment trempés dans les batailles pour ne pas se laisser émouvoir par ces coups d'épingle, pour continuer leur travail d'autocritique et de dévoilement de leurs propres défauts, qui disparaîtront avec la croissance du mouvement ouvrier. »

Tels sont, en somme, les traits caractéristiques de la méthode du léninisme.

Ce qu'il y a dans la méthode de Lénine se trouvait déjà virtuellement dans la doctrine de Marx qui, « dans son essence, est, comme le dit Marx lui-même, critique et révolutionnaire ». C'est précisément de cet esprit critique révolutionnaire qu'est imprégnée toute la méthode de Lénine. Mais cette méthode n'est pas simplement la restauration, elle est la concrétisation et le développement de la méthode critique et révolutionnaire de Marx, de sa dialectique matérialiste.

STALINE.

(A suivre.)

## Autour des Elections Allemandes

### Quelques observations. — Quel sera le prochain gouvernement ?

Le résultat des élections allemandes vaut d'être examiné d'un peu près. Dans l'ancien Reichstag les socialdémocrates avaient, avec les indépendants, 173 mandats. Les communistes en avaient 16. Ensemble les partis ouvriers avaient donc 189 députés. Aujourd'hui les socialdémocrates en ont 102 et les communistes 60. Les partis ouvriers perdent donc au total 27 mandats gagnés par les partis bourgeois et fascistes.

Parmi les partis bourgeois le coup de barre à droite est évident. Le Parti de Stresemann (Populaire allemand) a perdu une vingtaine de mandats (47 au lieu de 68). Les démocrates ont perdu 10 mandats. Le centre s'est maintenu grâce aux exagérations anticatholiques des fascistes et des réactionnaires rhénans et bavarois. Le succès de l'extrême droite s'explique par sa démagogie. Les nationaux allemands ont combattu dans leur campagne électorale le programme de réparations des experts auquel ils avaient auparavant donné leur approbation. C'est, en définitive, à Poincaré qu'ils doivent leur victoire.

Les fascistes, maîtres de la situation en Bavière et en Mecklenbourg, démagogues absolument dénués de scrupule, n'ont obtenu que 32 mandats et n'ont pas eu de succès dans les milieux ouvriers.

La victoire des communistes est éclatante, mais on pouvait espérer une plus grave défaite des socialdémocrates après les capitulations et les trahisons de l'an dernier. Le plus important, c'est que dans tous les districts industriels, la social-démocratie est écrasée. Ce n'est plus un parti ouvrier. Cette constatation ressort avec plus de force encore du résultat des récentes élections municipales dans diverses grandes villes ouvrières. A Essen les communistes ont reçu 13 mandats, et les social-démocrates 7 ; à Dortmund, les communistes, 19 et les socialdémocrates 10 ; à Duisbourg les communistes 14, les socialdémocrates 9 ; à Dusseldorf les communistes 18, les socialdémocrates 9 ; à Aix-la-Chapelle, les communistes 8, les socialdémocrates 3. A Barmen les communistes 13, les socialdémocrates 8 ; à Mulheim-Ruhr les communistes 12, les socialdémocrates 7 ; à Solingen les communistes 13, les socialdémocrates 7. Les socialdémocrates ne doivent leurs 100 mandats au Reichstag qu'à l'appui de la petite bourgeoisie. Le succès des com-

munistes est remarquable dans les régions où le Parti a soutenu les grèves (Ruhr) et était persécuté (Bavière).

Quel gouvernement peut former le nouveau Reichstag ? La presse allemande se livre à ce sujet aux conjectures les plus variées. La presse démocratique croit possible la formation d'une grande coalition avec les socialdémocrates. La presse de droite affirme la nécessité d'un bloc bourgeois. Mais un gouvernement dépend davantage du rapport réel des forces dans le pays que du nombre de députés classés par partis. Et du point de vue de la puissance réelle, le Parti National Allemand est certainement beaucoup plus fort que tous les autres partis bourgeois. Les chefs de la Reichswehr, les hobereaux, les gros industriels, le soutiennent.

Les « Populaires » de Stresemann ont mené leur campagne électorale sous le drapeau noir-blanc-rouge de l'ancien régime. Les nationaux allemands ont fait la leur, en grande partie, aux cris de :

*A bas la dictature de Poincaré, à bas les conditions des experts !* Mots d'ordre purement électoraux. Nous pensons que la politique étrangère n'aura pas une fonction déterminante dans la formation du prochain gouvernement d'Allemagne. En réalité, sur ce point, les partis bourgeois et la social-démocratie peuvent s'entendre. La politique intérieure offre plus de difficultés.

La socialdémocratie est prête. Volontiers elle entrerait dans une grande coalition. Volontiers aussi elle jouerait le rôle d'une opposition loyale à un gouvernement de droite purement bourgeois. Ce serait quelque chose de peu nouveau : une opposition verbale doublée d'une coalition voilée...

V. SOLSKY.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

### Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,  
120, rue Lafayette, Paris

# La Poussée Nationaliste en Allemagne

## La journée de Halle; Ses enseignements; La responsabilité des social-démocrates

La contre-révolution fomentée par les hobereaux prussiens et la Schwerindustrie allemande reparait sur la scène politique. On se rappelle les entreprises d'il y a deux ans — fêtes des combattants de la grande guerre, offres de drapeaux aux régiments de l'ancienne armée impériale, commémoration avec Hindenbourg de la victoire de Tannenberg — qui préparèrent et chauffèrent l'opinion publique jusqu'à l'assassinat de Rathenau et la chute du gouvernement Wirth, dernier gouvernement petit bourgeois et démocratique qui se fût montré disposé à faire honneur aux engagements pris vis-à-vis de l'Entente. La contre-révolution allemande vise maintenant plus loin. Il ne s'agit plus pour elle d'organiser des coups de main ou de provoquer la chute de je ne sais quel gouvernement petit bourgeois. Elle joue le tout pour le tout; elle envisage, ni plus ni moins, la conquête du pouvoir.

La presse nationaliste, et en particulier la *Gazette de Halle*, annonçait, à la veille des élections au Reichstag, la « contre-révolution légale ». Les succès électoraux ont grisé les nationalistes. Ils ne dissimulent plus leur intention de prendre le pouvoir. L'opinion européenne avait raison de se demander si les manifestations de Halle ne feraient que précéder la marche sur Berlin du fascisme allemand, de même que la marche sur Rome du fascio fut précédée d'une concentration des chemises noires à Naples.

Mais la situation actuelle de l'Allemagne n'a rien de commun avec celle de l'Italie à la veille de l'avènement du fascio. Les ouvriers syndiqués constituent encore un facteur décisif en Allemagne. Le P. C. A. est un parti de masses qui assume la direction active des larges masses prolétariennes prêtes à la lutte. Plus encore que les grands succès électoraux du parti communiste, les gigantesques luttes du prolétariat allemand — grève dans l'industrie métallurgique du Rhin, grève des ouvriers des ports et des chantiers de constructions navales, grèves des mineurs en Haute-Silésie et dans la Ruhr, etc. — le prouvent à l'évidence. Enfin, la « journée ouvrière » de Halle a aussi été une preuve éclatante de l'influence grandissante du parti de la révolution sur les masses.

Sans doute on ne s'attendait pas à ce que les nationalistes allemands réussissent à faire de leur « journée » à Halle une manifestation aussi grandiose de leurs forces. On fut surpris. Des dizaines de milliers de petits-bourgeois, d'employés, de fonctionnaires, d'étudiants, de soldats et jeunes paysans furent mobilisés, pour en imposer « au cœur rouge de l'Allemagne centrale ». Toutes les associations militaires et sportives tinrent à envoyer des délégations à ce point de ralliement de la réaction. L'aide active de toutes les autorités municipales et du Reich ainsi que des partis nationalistes, enfin, contribua largement au succès de la manifestation fasciste.

Dans le district de Halle, les nationalistes allemands ont pris aux élections le dessus sur les social-démocrates, les démocrates et le Parti populaire allemand. Ils y constituent, les communis-

tes exceptés, le plus fort parti. Rien d'étonnant à ce qu'ils aient réussi leur mobilisation. Des milliers de délégués vinrent, en outre, de Bavière et des autres parties du Reich. Plus de 3.000 drapeaux et bannières déployés firent, en tête du cortège, l'admiration des chauvins allemands. 27 généraux du kaiser, plusieurs Hohenzollern étaient là. Ludendorff présidait la solennité. Tous les éléments d'une action étaient réunis. L'imposante démonstration des forces nationalistes est cependant restée une manifestation. Rien de plus. Pourquoi ? Ce n'est pas que le gouvernement républicain eût paru assez fort pour s'opposer à la poussée fasciste. Non; les dirigeants républicains avaient déjà capitulé devant la contre-révolution ouverte. Ils n'avaient pas osé interdire les provocations fascistes. Ils prirent même sur eux de protéger la manifestation contre-révolutionnaire et anti-républicaine. Il ne s'est donc trouvé qu'une seule force pour protester efficacement contre cette mobilisation de l'Allemagne militariste et nationaliste : le Parti communiste. La « journée ouvrière » organisée à la hâte par les communistes de Halle, a été un gros succès. Contre-offensive d'une rare puissance dans laquelle on vit des dizaines de milliers d'ouvriers barrer délibérément le chemin aux bandes fascistes dont la mobilisation avait coûté à la haute bourgeoisie un argent fou. Si bien que, la part du tintamarre patriotique faite, tout le succès politique de la journée de Halle (11 mai) revient au prolétariat révolutionnaire, au mouvement communiste.

Les masses ouvrières qui ont contre-manifesté à Halle ont fait preuve d'un grand courage et d'un mépris de la mort qui rappellent les luttes héroïques du prolétariat de Halle pendant l'insurrection de l'Allemagne centrale (265 morts) et celle de Hambourg en octobre dernier. Les manifestants ouvriers allèrent au combat en bon ordre, en rangs serrés, sans armes. Sans armes, ils tinrent tête à la police, essayant à diverses reprises de rompre le cordon qui les séparait des manifestations fascistes. Ils y parvinrent sur un point : ce fut pour essuyer le feu de la police — sans abandonner le terrain. Des fusils, arrachés aux mains des policiers, furent retournés contre ces derniers. Il y a des victimes de part et d'autre (les ouvriers ont eu une dizaine de morts). En d'autres endroits où les masses ouvrières furent refoulées, la police refusa, malgré l'ordre exprès de ses chefs, de tirer sur les manifestants.

La puissante contre-offensive communiste a fait sensation dans la presse bourgeoise. La plupart des journaux bourgeois ont reconnu aux ouvriers le droit de manifester contre la réaction anti-républicaine. Mais les vrais vaincus de Halle, ce sont les chefs social-démocrates; ils ont de nouveau réussi à jeter le discrédit sur leur parti. Car tous les fonctionnaires responsables de l'effusion de sang — le ministre de l'Intérieur prussien, le chef de l'administration provinciale, le préfet de police de Halle, etc. — sont des social-démocrates ! Ce sont eux qui protégeaient les manifestations fascistes, eux qui ont donné l'ordre à la police de tirer sur les ouvriers. Sans eux, sans leur police, le prolétariat de Halle eut vite fait de disperser les bandes fascistes. Le dimanche sanglant de Halle a été la journée des Severing et consorts.

Le ministre de l'Intérieur du Reich — un bourgeois point équivoque — croit opportun de se désolidariser des fusilleurs d'ouvriers de Halle et déclare n'être intervenu en aucune façon dans ces événements, tous les ordres concernant la fête de Halle et la répression du mouvement de protestation des ouvriers ayant été donnés par le ministre de l'Intérieur prussien, le « citoyen » Severing. Sans l'ardente résistance des masses ouvrières, les nationalistes eussent enregistré une facile victoire qui les eût encouragés à continuer au grand jour

la concentration des forces contre-révolutionnaires. Si le gouvernement républicain ose maintenant se risquer à interdire des manifestations fascistes analogues à celles de Halle, c'est que l'énergique action communiste a barré le chemin, dans la rue, à la contre-révolution arrogante et obligé l'opinion publique à reconnaître l'étendue des dangers qui menacent l'Allemagne du côté de la réaction monarchiste et nationaliste.

W. KOENEN.

## L'Impérialisme français en Chine

### Où il est question de paiement de réparations que M. Poincaré sacrifiait aux intérêts de la Banque Industrielle de Chine...

*Au moment où le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique vient de faire savoir à la Chine — « indépendante » ! — qu'il opposait son veto à la reconnaissance projetée à Pékin de l'Union Soviétique, le présent article, qui traite des intrigues françaises en Extrême-Orient, nous paraît particulièrement d'actualité. — La Rédaction.*

La Conférence de Washington, réunie naguère par le président Harding pour discuter le désarmement naval et des questions d'Extrême-Orient, n'a pas donné de résultats tangibles en ce qui concerne le désarmement naval. Elle n'a pris de décisions pratiques qu'en égard à la Chine. Elle a reconnu le principe de la porte ouverte et de la libre concurrence en Chine entre les puissances intéressées. Depuis, la Chine a été le théâtre de la compétition de deux puissances impérialistes : les Etats-Unis d'Amérique et la France du Bloc National.

L'impérialisme français en Chine, à part sa participation aux actions concertées des puissances, s'est fait surtout sentir dans deux questions. La première est celle qu'on appelle en Chine la « question du franc-or ». Il s'agit d'une demande du gouvernement français pour obtenir du gouvernement chinois le paiement en francs-or au lieu de francs-papier des indemnités dues à la France pour les dommages causés par l'insurrection des « boxers ». La seconde est celle des récentes négociations entre la Chine et la Russie Soviétique. L'ambassadeur de France à Pékin a exercé une pression sur le gouvernement chinois pour que ce dernier refusât de reconnaître la Russie Soviétique, malgré le désir unanime du peuple chinois. La France a demandé en même temps son admission à la Conférence sino-russe, dans l'intention d'y revendiquer le chemin de fer de la Chine Orientale. Les démarches de l'ambassadeur français à Pékin ont provoqué la rupture, des pourparlers sino-russes de février.

La question du franc-or se présente ainsi :

La Chine doit payer aux puissances, en réparation des dommages subis par la colonie étrangère du fait de l'insurrection des « Boxers », une indemnité dont la part de la France s'élève à 154 millions 709.582 taëls, répartie sur 39 ans, le cours du taël ayant été fixé à 3 fr. 75. Lors des pour-

parlers de 1922, au sujet de la réinstallation, à Pékin, de la Banque Industrielle de Chine, le gouvernement français se déclara prêt à renoncer à la part revenant à la France dans ces paiements chinois de réparations, à condition que les sommes dues par la Chine fussent affectées aux buts suivants :

- a) A créer un fonds de couverture en obligations de 5 %, qui seraient mises en circulation par la Banque Industrielle de Chine ;
- b) A des œuvres d'éducation franco-chinoises ;
- c) A la participation financière de la Chine à la Banque Industrielle.

Le gouvernement français exigeait que la Chine effectuât les paiements en francs-or. Les annuités en souffrance des indemnités, réparties sur 23 ans à partir de décembre 1920, se montent à 391 millions 581.529 francs. Le franc-or équivaut à 0,325 dollar chinois, et le franc-papier à 0,125. Si le gouvernement chinois, accédant à la demande de la France, effectuait ses paiements en francs-or, cela ferait une différence de 55 millions de taëls à la charge de la Chine.

Le projet de loi sur le paiement en or des indemnités dues par la Chine fut adopté, après une longue discussion, par la Chambre française en novembre 1922 et par le Sénat en janvier 1923. M. Poincaré triompha ainsi sur toute la ligne. L'ambassadeur français à Pékin, exécutant les ordres de son gouvernement, mit en demeure le gouvernement de Pékin de souscrire avant le 10 février à l'accord financier proposé par la France. Le gouvernement de Pékin s'inclina.

Le gouvernement chinois s'était incliné, mais la résistance populaire fut vigoureuse. Le Parlement chinois, dans sa séance du 10 mars 1923, repoussa l'accord. La question semble depuis être en suspens, mais le gouvernement français ne reconnaît comme valable que la réponse du gouvernement de Pékin, en date du 10 février. Il insista auprès du « corps diplomatique » de Pékin pour qu'une demande collective soit faite auprès du gouvernement chinois afin d'obliger ce dernier à faire honneur à ses engagements. Le « corps diplomatique », qui comprend les représentants des principales puissances, exerce une influence prépondérante sur les affaires de la Chine. Il jouit dans ce pays, que l'impérialisme européen et américain considère comme un champ d'exploitation, d'une autorité beaucoup plus grande que celle de la Conférence des Ambassadeurs en Europe. Le gouvernement de Pékin, formé par la soldatesque et la bureaucratie chinoise, est toujours à ses ordres.

Lé nomination, en novembre 1923, de Wānp Ke-Ming au poste de ministre des Finances, est l'œuvre de la diplomatie française. C'est à cet homme, appelé communément en Chine « le ministre du franc-or », que la France a confié la tâche de faire ratifier les accords financiers. Wang Ke-Ming, après avoir obtenu plusieurs milliards pour faire face aux obligations financières les plus urgentes du gouvernement de Pékin, se mit à l'ouvrage en distribuant entre les ministres et divers politiciens des chèques émanant de la Banque de l'Indo-Chine et dont le montant variait entre 100.000 et 200.000 dollars. Il ne manqua pas non plus de faire rétribuer par l'ambassade française les services qu'il rendait ainsi à la France impérialiste.

L'attitude prise par le gouvernement de Pékin dans la « question du franc-or » heurte profondément le sentiment national du peuple chinois. La trahison des dirigeants de Pékin encourage les visées impérialistes sur la Chine. Dans les relations entre la Chine et la Russie Soviétiste, nous nous trouvons en face des mêmes puissances impérialistes. On sait que les pourparlers entre les délégués chinois et le camarade Karakhan aboutirent à un accord qui fut même paraphé (15-20 mars). Le gouvernement de Pékin, pourtant, refusa de ratifier l'accord conclu et rappela ses délégués. Il y était contraint par une démarche des ambassadeurs français, américain et japonais. Au lieu des délégués rappelés, c'est désormais le ministre des Affaires étrangères Wellington Kow (influence américaine), qui continue directement

les pourparlers avec les Soviets. Il n'ose, bien entendu, rien entreprendre sans l'assentiment du *Corps diplomatique*. Il a dit en Conseil des ministres que le gouvernement de Pékin devait tenir compte de l'avis des grandes puissances en tout ce qui touche les relations de la Chine avec la Russie Soviétiste.

Le 13 mars, dernier, une note du gouvernement français était présentée au gouvernement de Pékin. La France refusait de reconnaître l'accord sino-russe, en raison des stipulations relatives au chemin de fer de la Chine Orientale. La note faisait valoir que les droits de la Banque Russo-Asiatique sur la voie ferrée de la Chine Orientale avaient été confirmés par la Conférence de Washington. Le gouvernement français adoptait une attitude de nature à empêcher la réunion d'une conférence des puissances signataires des conventions de Washington et qui, conformément à la demande de la Chine, devrait discuter de la revision des taux douaniers.

Des nationalistes chinois ont lancé à Paris des informations émanant d'agences japonaises et reproduites avec complaisance par le *Temps*, le *Matin* et autres journaux bourgeois, d'après lesquelles la Russie Soviétiste aurait l'intention de s'emparer du chemin de fer de la Chine Orientale. Ces bruits, inventés dans le but d'inciter l'opinion chinoise contre la Russie Soviétiste, sont absolument faux et ont été dûment démentis par le représentant des Soviets à Pékin.

CHAO SEYEN.

## Résolution au sujet du Gouvernement Travailleiste

Le rapide accroissement du Labour Party et son succès électoral qui aboutit à la formation du Gouvernement travailleiste est un signe de réveil de la classe ouvrière, de sa dépression et de sa démoralisation causées par les défaites des années 1921 à 1923. C'est un signe du développement de la conscience révolutionnaire et de classe des ouvriers britanniques qui perdent définitivement la croyance en les vieux partis politiques capitalistes. Ce réveil n'est pourtant pas complet. Les travailleurs croient encore en l'utilité du Parlement comme instrument de leur libération. Ils croient encore que leur émancipation peut être réalisée par une révolution graduelle, par une série de réformes partielles et pacifiques qu'ils croient apercevoir à l'horizon. Ces illusions sont habilement exploitées par la classe capitaliste pour le maintien de son pouvoir. Dans ses efforts, la classe capitaliste est directement soutenue par le soi-disant gouvernement ouvrier (Labour Government).

Les ouvriers se trompent s'ils croient que le Parlement peut-être un instrument de leur émancipation. Le Parlement n'est pas le siège du pouvoir et même une majorité absolue dans le Parlement ne saurait changer les relations entre les ouvriers et les exploités. La classe capitaliste maintient sa domination grâce au contrôle sur les moyens de production, et grâce à son appareil d'Etat. Du moment où les ouvriers seront disposés à tenter la prise de tout le pouvoir, ils verront se dresser contre eux tout cet appareil — l'armée, la police, les experts techniques, la presse. Ils doivent abattre et briser tout cet appareil et la lutte

contre celui-ci ne peut se dérouler qu'en dehors du Parlement.

La croyance des travailleurs en l'évolution pacifique, dans la tactique des petites réformes graduelles, qui pourraient s'accomplir sans choc violent, est une illusion qui sert aux intérêts de la classe capitaliste. L'histoire prouve que la classe dominante de chaque époque accroît son pouvoir, le maintient par la violence la plus brutale. L'histoire des cinq dernières années démontre que la classe capitaliste britannique ne fait aucune exception à cette règle, et qu'elle est prête à employer les méthodes de la terreur et de la guerre civile contre les révoltes ouvrières. Ce fut la cause de la grande lutte industrielle de 1919, ce fut l'origine de l'Emergency Powers Act (pleins pouvoirs) du massacre des paysans des Indes, et de l'Egypte, du bombardement de villages arabes désarmés ; ce fut l'origine de l'utilisation de toutes ces méthodes par le soi-disant gouvernement ouvrier (Labour Government) en faveur de la bourgeoisie.

La formation du soi-disant gouvernement ouvrier fait partie de la stratégie capitaliste dans ce sens que le gouvernement doit cacher la vérité aux ouvriers. Terrifiée par l'accroissement de la conscience révolutionnaire de classe dans l'esprit des ouvriers, la classe capitaliste a conçu le plan de l'institution d'un gouvernement travailleiste pour calmer les ouvriers avec une illusion leur faisant croire qu'ils ont entre leurs mains le pouvoir effectif, tandis qu'en réalité ils n'ont saisi que l'ombre d'une ombre. Dans ce diabolique dessein les capitalistes, les chefs actuels du Labour Party, groupés dans le royal et loyal gouvernement de sa

M. le roi Georges jouent un rôle actif comme instrument et complice des exploiters. Un véritable gouvernement ouvrier se détacherait des exploiters et instaurerait la dictature de la classe ouvrière — dictature fondée non pas sur le Parlement, mais sur les organisations de masses des travailleurs.

A l'intérieur comme à l'extérieur le gouvernement travailliste joue son rôle. En approuvant le rapport des experts et en essayant d'exécuter le traité de Versailles, le gouvernement travailliste agit en policier du capitalisme et opprime la classe ouvrière allemande.

Dans les Indes les ouvriers sont officiellement privés du droit de vote et des libertés politiques, ils sont fusillés dans les grèves, bombardés et affamés. Dans les autres pays coloniaux et semi-coloniaux (l'Égypte, la Mésopotamie, la Kenya) les masses laborieuses vivent dans les mêmes conditions et ne s'aperçoivent d'aucun changement dans leur situation depuis l'avènement du gouvernement travailliste. Dans ses négociations avec les Républiques soviétiques, le gouvernement de M. Mac Donald manifeste tout à fait les mêmes prétentions et les mêmes arguments que ses prédécesseurs capitalistes pour sauver les intérêts des esclavagistes et des flibustiers.

A l'intérieur, chaque mouvement des Trade Unions donne lieu à intervention du gouvernement pour empêcher les luttes. Les mineurs n'ont pas reçu leur salaire minimum, pas plus que la nationalisation des mines. Les ouvriers des transports de Londres furent ouvertement menacés de la force militaire. Les chômeurs sont toujours affamés, emprisonnés et traités comme des lépreux. L'espionnage des organisations ouvrières par le gouvernement continue. L'armée reste toujours entre les mains de la clique réactionnaire des officiers de l'Aristocratie et l'ouvrier est privé de tous ses droits du moment où il y entre.

Tous ces exemples nous mènent à cette conclusion : le gouvernement travailliste trahit perfidement toutes les promesses faites collectivement et individuellement par ses membres vis-à-vis de la classe ouvrière. Un tel gouvernement ne peut finir que dans une trahison plus honteuse encore.

Le P.C. ne se fait aucune illusion sur le gouvernement. Il n'a pas la moindre confiance en aucun des chefs du gouvernement travailliste et il met en garde les classes laborieuses contre l'influence corruptrice des chefs petits bourgeois de l'I.L.P. (Parti Ouvrier Indépendant.)

Pour les masses, le gouvernement travailliste est néanmoins encore le gouvernement de la classe travailleuse ; les masses n'ont pas encore tout à fait compris que le gouvernement trahit la classe ouvrière.

Malgré cela le Parti communiste continuera ses efforts pour obliger le gouvernement travailliste à défendre les intérêts des travailleurs. Il continuera à critiquer et à attaquer tous les actes du gouvernement travailliste, qui sont contraires aux intérêts de la classe ouvrière.

Le Parti Communiste ne se contente pas de dresser un programme de paix, il ne se contente pas de phrases quand il expose devant les yeux des travailleurs l'attitude du gouvernement travailliste. Il agira avec la dernière énergie pour conduire les masses pour que celles-ci exercent une pression forte et impitoyable sur le gouvernement travailliste en exigeant de lui de remplir ses promesses et de servir les intérêts de la classe laborieuse. En organisant des démonstrations, en

présentant des résolutions dans les usines et les fabriques, dans les syndicats, en organisant les sans-abri, les sans-travail, en envoyant des délégations auprès des autorités locales et nationales, en continuant en un mot son action dans tous les domaines de la vie de la classe ouvrière — le Parti Communiste essaiera de convaincre les larges masses, par des expériences de leur propre vie, que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et que les soi-disant chefs du gouvernement travailliste ne veulent pas et ne peuvent pas les libérer.

Ne se contentant pas de guider les masses dans leur attaque contre le gouvernement travailliste et ses actes de trahison, le Parti Communiste deviendra le porte-parole des travailleurs exploités, il développera leur programme de revendications immédiates en interprétant les nécessités pressantes et les aspirations des ouvriers.

### Résolution sur les relations avec le Labour Party

Le Labour Party débuta comme simple association d'organisations ouvrières. A côté des grands syndicats, il englobait des organisations politiques telles que l'I. L. P. (Parti Ouvrier Indépendant), Société Fabienne (Fabien Society) et d'autres organisations de même nature. Sa composition lui donne essentiellement un caractère d'un parti des masses ouvrières et — malgré l'idéologie petite-bourgeoise de ses chefs et la trahison de sa politique — de larges couches de la classe ouvrière ont encore les yeux fixés sur le Labour Party comme le parti parlementaire des masses ouvrières complétant les organisations du mouvement trade unioniste et poursuivant comme but final la suppression du salariat.

Le Parti communiste constate le fait que, seule, sous la direction de l'Internationale Communiste — impliquant un changement total des méthodes de la lutte des classes — la classe ouvrière saura se libérer elle-même de l'esclavage économique et du joug politique du capitalisme. La politique parlementaire des chefs actuels du Labour Party est une politique de renforcement de la structure de la société capitaliste et non pas une lutte contre le système capitaliste.

Le Parti communiste doit constater que les chefs du Labour Party sont inspirés par l'I. L. P., c'est-à-dire par une politique de « collaboration de classes », de fétichisme parlementaire. Ils poursuivent leur propagande pour une transformation sociale pacifique, pour le contrôle des bandits de l'industrie et de la finance (qui en ce moment exploitent des millions de travailleurs), pour le remplacement du système capitaliste par le socialisme et la liberté. Si cette politique des chefs de l'I.L.P. se poursuit, elle corrompra l'esprit de lutte des ouvriers, de sorte qu'ils deviendront la proie des attaques systématiques et préméditées des capitalistes.

Constatant ce danger, le Parti communiste considère qu'il est de son devoir d'entrer dans les rangs du Labour Party dans le but de soutenir les éléments énergiques du mouvement travailliste, de démasquer les traîtres dans le Labour Party et de libérer les ouvriers de leur influence. Le Parti communiste ne vise pas à l'unité de front avec Mac Donald, Snowden, Thomas, etc., mais à l'organisation du front unique des masses ouvrières. Il entre dans le Parlement, non pas dans le but de tromper les ouvriers en leur faisant croire que le Parlement est un moyen d'émancipation, mais pour se servir du Parlement comme

tribune du haut de laquelle il lancera ses appels aux masses.

Le Congrès renouvelle donc la décision de demander l'affiliation du Parti communiste au Labour Party. Le Parti communiste s'opposera toujours énergiquement à la politique des éléments libéraux du Labour, à la trahison des chefs petits-bourgeois, à la politique de collaboration de classe de T. L. P. et s'efforcera d'amener la classe ouvrière à une politique de lutte basée sur la lutte

de classes. Si les chefs petits-bourgeois du Labour Party continuent à éliminer les communistes des rangs du Labour Party et à transformer celui-ci en un faux parti ouvrier et en un organisme réservé à leurs éléments, ils ne pourront que précipiter la désillusion des ouvriers et leur propre chute.

(Adoptée par le Parti Communiste anglais lors de son Congrès des 18 au 20 mai dernier tenu à Manchester.)

## Le "Cours Nouveau" dans le Parti Communiste Polonais

La crise du Parti communiste polonais, que nous avons caractérisée dans les thèses parues dans l'*Internationale* (organe du Parti communiste allemand) et dans le *Bulletin Communiste*, a pris un caractère assez original en Pologne. Autant, en Allemagne et en France, la lutte entre la droite et la gauche se termina par la victoire plus ou moins complète des éléments de gauche, autant en Pologne la droite tâcha, au moment critique, de s'adapter au fait accompli et de reprendre la couleur officielle de l'*Internationale*. Cet état de choses présente un danger sérieux auquel la Comintern dut prêter une attention particulière. Il influe, d'une façon plus ou moins directe, sur le Parti communiste allemand, qui doit aligner son front de bataille et coordonner le plus étroitement possible son action avec celle du P. C. polonais pour deux raisons : premièrement, l'existence de *doctrines d'activité communs* ; deuxièmement, le fait que les destinées de la Révolution allemande sont étroitement liées à la position du prolétariat en Pologne.

Cette question regarde cependant également le P. C. français, fait sur lequel le camarade Treint a attiré l'attention dans son article : « Contre la Droite internationale ».

La direction du P. C. polonais est l'alliée, quoique masquée et craintive, de cette droite qu'a caractérisée le camarade Treint. *Une récidive éventuelle dans l'Internationale de l'opportunisme des Radek, Brandler et Souvarine, aujourd'hui battu à plate-couture, aurait provoqué une manifestation ouverte de l'opportunisme polonais.*

Nous considérons qu'il est de notre devoir d'avertir les camarades français et allemands de ce danger. Une plus ample information sur les affaires du P. C. polonais aurait, pour ces camarades aussi, une importance politique actuelle. Le P. C. français, ainsi que le P. C. allemand, se trouvent devant la nécessité de mener, d'accord avec le P. C. polonais, une politique de lutte contre les gredineries de la paix de Versailles, dont la bourgeoisie tire seulement profit. La Pologne est le chien de garde le plus fidèle de l'impérialisme français. De l'attitude de la direction du P. C. polonais dépendra certainement la mise en pratique, plus ou moins révolutionnaire, d'une action internationale en Pologne.

### Dans les coulisses du Parti

Dans presque toutes les sections de l'*Internationale*, la discussion sur la tactique et l'organisation du Parti eut lieu ouvertement, dans de larges cercles de camarades. En Russie et en

Allemagne, elle prit la plus grande envergure. Des *partis entiers*, du haut en bas, ont été entraînés dans le tourbillon de lutte pour établir la base sur laquelle devrait s'appuyer la tactique et l'organisation de la Comintern.

Dans le feu de cette lutte, au cours du procès collectif des erreurs commises et des défaites subies, ont surgi de nouvelles *indications* ; elles trouvèrent leur formule dans les résolutions du Comité Exécutif de la Comintern, dans les thèses et les « plate-formes » qu'apportaient les différents partis dans leur redressement et, enfin, dans les décisions prises par leurs organes directeurs.

Chaque crise, ainsi qu'une maladie, affaiblit l'organisme du Parti ; néanmoins, le fait même de la vaincre, par l'effort de tout le Parti, augmente ses forces et sa résistance pour les prochains « malaises ». On ne saurait douter que les Partis allemand et français sont devenus plus résistants à l'influence opportuniste et qu'ils se sont améliorés quant à leur qualité. Il faudrait maintenant faire tous les efforts pour consolider *ces partis* le plus tôt possible dans leur organisation, sur la base et la tactique révolutionnaires, et pour qu'ils se mettent à faire des campagnes de combat parmi les masses. Le P. C. polonais a suivi tout à fait un autre chemin : son Comité central qui, au nom de tout le Parti, avait soutenu la droite en Russie et en Allemagne, tâchait en même temps de tenir le Parti éloigné de ces questions. Il y réussit non seulement par des moyens purement administratifs, mais grâce encore aux conditions d'illégalité qui lui vinrent en aide. L'exemple le plus marquant de cet état de choses est l'histoire de nos thèses qui, au courant de ces derniers mois, firent le tour de l'*Internationale*, sans paraître, jusqu'à présent, au sein du Parti lui-même. Les renseignements sur ces thèses commencèrent à venir en Pologne de l'étranger. *Notre critique de la politique opportuniste du Comité central a été demandée aux organisations du Parti.* C'est avec un soin extrême qu'on tâchait d'empêcher ces organisations de prendre connaissance de la position du Comité central dans la question russe, pour qu'elles n'émettent pas là-dessus une opinion que la direction du Parti ne désirait certainement pas voir exprimer. Les camarades qui n'étaient pas d'accord avec le « cours actuel » du Parti étaient tenus en dehors du travail local, afin de les empêcher de provoquer toute discussion dans les organisations du Parti. Ce fait nous força à publier à l'étranger, dans la presse des partis frères pour utiliser tous moyens de réagir contre le danger qui menaçait le P. C.

polonais et l'Internationale. Les considérations de forme durent céder aux considérations politiques.

Nous sommes maintenant témoins d'un fait original : un des chefs du P. C. polonais, parus dans des concessions, le camarade Valetzky, polémique dans les organes de doctrine du Parti sur des thèses que ne connaît pas encore le P. C. polonais. Nous ne pensons pas du tout à exiger de la direction du Parti qu'elle établisse, dans les conditions d'illégalité où elle se trouve, une compète démocratie dans le Parti, mais nous avons le droit d'exiger que le Parti connaisse les questions qui le touchent directement et qu'on ne fasse pas de conspiration contre lui, au moins dans les questions connues par toute l'Internationale.

### Diplomatie secrète

Après la défaite de l'opposition en Russie et du groupe de Brandler en Allemagne, le Comité Exécutif du Parti polonais reniait son attitude dans les questions russe et allemande. Dans les résolutions consacrées à nos thèses, il déclare que nos reproches ne sont que des calomnies. De même, Valetzky, dans sa réponse à Treint, soutient naïvement que le Comité central polonais ne s'est jamais prononcé contre le Comité central russe.

Pour mettre fin, une fois pour toutes, à ce malentendu, nous nous permettons de citer quelques passages de documents qui ont cessé d'être secrets dans l'Internationale : « Votre lettre — lisons-nous dans la réponse du Comité Exécutif de la Comintern à la résolution du Comité central du P. C. polonais, concernant la question russe — est un appui à la petite fraction opportuniste du P. C. russe, dont la politique a été repoussée par l'énorme majorité de notre parti. En tout cas, nous ne doutons pas que l'immense majorité des ouvriers communistes polonais n'a pas l'intention de marcher contre la majorité du P. C. russe. »

Maintenant, sur la question allemande : « Toutes vos déclarations « objectives » sur cette question aboutissent à une tentative pour soutenir la minorité droite du Comité central du P. C. allemand. Nous ne pouvons que nous étonner de cette légèreté, qui se fonde sur votre sympathie envers l'aile droite du P. C. allemand. Nous doutons fortement que les ouvriers communistes polonais sympathisent avec cette politique qui signifierait la rupture avec les ouvriers de gauche de Hambourg et de Berlin, au nom des grossières erreurs commises par la minorité droite du Comité central. »

Ces deux citations sont amplement suffisantes pour apprécier la position prise par le Comité central. Ce n'est pas notre affaire de citer le texte des résolutions correspondantes du Comité central de notre Parti. Espérons qu'il le fera lui-même. Gardons la discipline du Parti et le secret diplomatique.

Enfin, voici encore un passage de la réponse du Comité Exécutif :

« Nous vous prions avec insistance de bien vouloir faire parvenir votre lettre à tous les comités du P. C. polonais. De notre côté, nous sommes prêts à faire tout notre possible pour faire connaître aux communistes polonais le véritable état de choses dans le Comité Exécutif de la Comintern et du P. C. russe. »

Non seulement cette tâche n'a jamais été exécutée, mais notre Comité central n'a même pas pris soin de faire connaître aux membres du Parti les matériaux de discussion qui étaient en sa possession.

(A suivre.)

F. LENSKY.

## Les Elections Finlandaises

### Ce que les journaux socialistes n'ont pas dit

Nous ne pensons pas qu'il soit trop tard pour reparler des élections finlandaises qui ont eu lieu au début d'avril. La grande presse en a donné les résultats sans commentaire. La presse socialiste a souligné la « victoire » des social-démocrates finlandais et la « défaite » des communistes qui n'ont plus que 18 mandats au lieu de 27. La Finlande est loin. A beau mentir qui vient de loin. Nous recevons sur ces élections des renseignements précis que la presse socialiste se gardera bien de publier, car ils permettent à la fois d'apprécier à sa juste valeur la « victoire » des social-démocrates finlandais et l'information des journaux de la II<sup>e</sup> Internationale. La composition du Rikstag finlandais est désormais la suivante : opposition, 78, dont 60 soc. dém. ; centre, 61 ; droite, 61. — La Réd.

876.000 électeurs ont pris part au scrutin. Les quatre partis bourgeois (nationaliste, coalition progressiste, nationaliste suédois, agrarien) ont réuni 529.000 voix au lieu de 519.000 aux élections précédentes. Les social-démocrates ont réuni 253.000 voix (au lieu de 216.000). Les « Unions Electorales des Ouvriers et des Agriculteurs socialistes » ont reçu 92.000 voix, alors que, aux élections précédentes, le Parti Ouvrier Socialiste, qui se plaçait sur la plate-forme de la III<sup>e</sup> Internationale, avait obtenu 120.000 suffrages.

Il convient, à ce propos, de se souvenir que la bourgeoisie finlandaise a dissous en août 1923 le Parti Ouvrier Socialiste, sympathisant au communisme, emprisonné tous ses militants connus et presque tous ses députés, soit environ 200 camarades, supprimé son journal, saisi sa typographie. De sorte que les ouvriers sont allés aux élections sans avoir leur parti révolutionnaire légal. La social-démocratie avait encouragé le gouvernement dans ses mesures de répression. La social-démocratie n'avait pas fait le moindre geste pour obtenir la libération des emprisonnés. A la veille des élections, la social-démocratie reconnaissait à la police le droit de dissoudre les comités électoraux « formés d'éléments révolutionnaires ». Or, depuis l'atroce répression de la révolution soviétique (1918), le Parti Communiste finlandais est clandestin. Les élections ont donc eu lieu dans une atmosphère de terreur blanche qui a amené l'abstention de bon nombre d'électeurs ouvriers.

Et c'est malgré la terreur blanche que les « Comités Electoraux des Ouvriers et des petits cultivateurs socialistes », absolument démunis de ressources matérielles, ont obtenu 92.000 suffrages.

### Il y a 1.126 prisonniers politiques en Finlande

Au mois d'août dernier, la police finlandaise arrêtait presque tous les militants connus du Parti Ouvrier Socialiste, environ 200 personnes dont 24 députés (sur 27). De ce nombre 63 personnes seulement purent être retenues et condamnées ou soumises à des titres variés à un emprisonnement durable, pour crime de communisme. De sorte qu'au début de cette année il y avait dans les prisons de la République démocratique de Finlande :

483 travailleurs condamnés à la suite des événements révolutionnaires de 1918 ;

450 prisonniers politiques, condamnés entre 1918 et 1922 ;

120 prisonniers politiques, arrêtés avant le mois d'août 1923 ;

63 socialistes arrêtés en août 1923 ;

10 militants arrêtés plus tard.

En outre, 80 personnes laissées en liberté provisoire étaient l'objet de poursuites.

On demande :

Pourquoi la presse socialiste internationale qui a publié le succès électoral des tristes social-démocrates finlandais, complices de la contre-révolution, fait obstinément le silence sur ces persécutions d'ouvriers.

K. MANNER.

# Lénine, "Sur la Route de l'Insurrection"

La publication en français de cet ouvrage de Lénine (1), qui contient presque toutes les brochures et tous les articles qu'il a écrits de la fin août au milieu d'octobre 1917, vient de fournir aux camarades français une source inépuisable d'enseignements révolutionnaires.

Une œuvre unique dans toute la littérature communiste nous est devenue accessible. Elle n'est guère à comparer même avec les œuvres de Marx, telles que *la Lutte de classe en France, le 18 Brumaire, Révolution et Contre-Révolution en Allemagne* et *la Guerre Civile en France*. Dans les trois premiers ouvrages, et en partie également dans le quatrième, le fondateur du socialisme scientifique se montre comme un chef qui pénètre dans les profondeurs des *révolutions passées*, déterminant leur base économique, analysant clairement les intérêts des diverses classes et déduisant de ces révolutions du passé des enseignements pour *celles de l'avenir*. Dans son *Insurrection*, Lénine se montre le chef d'une *révolution imminente*, qu'il prépare et dirige — tout étant caché — avec une audace et un génie sans pareils.

## Lettre au Comité Central

Dès la première lettre du recueil — lettre au Comité Central du Parti écrite dans les derniers jours du mois d'août — Lénine se montre dans toute sa grandeur et sa ténacité.

La situation est difficile: soulèvement de Kornilov, chute de Riga, Pétrograd menacée. Ces événements ne manquent pas d'influencer même une partie des membres du parti bolchevik, chez lesquels se manifeste une certaine hésitation.

C'est alors que Lénine, que son illégalité empêche d'apparaître en personne, intervient par cette lettre, qui explique clairement la situation au Parti et lui montre la tactique à suivre.

« Comme tout revirement brusque, écrit Lénine, il exige une révision de la tactique. Et, comme dans toute révision, il faut être archi-prudent pour ne pas faillir aux principes. »

« Admettre le point de vue de la défense nationale ou aller jusqu'à faire bloc avec les socialistes-révolutionnaires, jusqu'à soutenir le Gouvernement Provisoire, c'est tomber dans l'erreur la plus grossière. Nous ne deviendrons partisans de la défense nationale qu'après la prise du pouvoir par le prolétariat, qu'après l'offre de paix, qu'après la rupture des traités secrets et des relations avec les banques. Ni la prise de Riga, ni la prise de Pétrograd ne feront de nous des partisans de la défense nationale. »

Et quelques lignes plus loin :

« Même maintenant, nous ne devons pas soutenir la révolution de Kérénsky. Ce serait manquer aux principes. »

« Lutter contre Kornilov, certainement, mais entre combattre Kornilov et soutenir Kérénsky, il y a une différence. »

« Nous faisons et continuerons de faire la guerre à Kornilov, mais nous ne soutenons pas Kérénsky, nous dévoilons sa faiblesse. C'est là une différence. »

(1) N. Lénine. *Sur la Route de l'Insurrection*. Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris. Prix, 5 fr.

*Cette différence est assez subtile, mais archi-essentielle et il ne faut pas l'oublier.* » (Pages 7 et 8.)

Le changement de tactique — tel est le sens de ce qu'écrit Lénine — doit consister d'abord à ne pas mettre au premier plan l'écartement immédiat du gouvernement de Kérénsky, mais à démasquer ses faiblesses et ses hésitations; deuxièmement, à mettre également au premier plan des « revendications partielles » comme: l'arrestation de Milioukoff et Rodzianko, et de tous les généraux et officiers qui se sont déclarés pour Kornilov, l'armement des ouvriers de Pétrograd, la dissolution de la Douma, la législation de la cession des grandes terres aux paysans..., etc... Il nous faut encourager la masse à exiger la réalisation immédiate de telles revendications. Lénine sait que c'est dans la guerre contre Kornilov que les masses reconnaîtront le mieux les faiblesses, les trahisons, l'inconstance du gouvernement de Kérénsky, et se convaincront de la justesse des mots d'ordre bolcheviks; c'est pourquoi il exige que l'on mène avec la plus grande énergie cette guerre dont le développement peut porter les bolcheviks au pouvoir.

## Des compromis

Le deuxième article du recueil est un modèle de stratégie léninienne, et nous pensons qu'il nous fournit d'excellents avis pour l'application pratique du front unique.

Le 31 août, les mencheviks et les social-révolutionnaires votent au Soviet de Pétrograd une résolution des bolcheviks se prononçant contre la participation des cadets au gouvernement et déclarant que « l'unique issue est la constitution d'un gouvernement formé des représentants du prolétariat et de la classe paysanne ».

Mais Lénine ne les laisse pas reprendre haleine. Il leur propose immédiatement un compromis: former un gouvernement responsable devant les Soviets. « Ce n'est qu'exceptionnellement, ce n'est qu'en vertu d'une situation spéciale qui, vraisemblablement, durera très peu, que nous pouvons proposer un compromis à ces partis et que nous devons, me semble-t-il, le faire... »

« Ce compromis consisterait en ce que, sans prétendre à la participation gouvernementale, les bolcheviks renonceraient à réclamer la remise immédiate du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres, et à employer les méthodes révolutionnaires pour faire triompher cette revendication. En revanche, il comporterait l'entière liberté d'agitation et la convocation de l'Assemblée Constituante à la date fixée ou même dans un délai plus rapproché. »

« Les mencheviks et les S.-R., en tant que bloc gouvernemental, consentiraient à composer un gouvernement entièrement et exclusivement responsable devant les Soviets auxquels serait transmis tout l'appareil du pouvoir. »

C'est la « nouvelle condition » que Lénine leur pose, et il n'en ajoute aucune autre.

D'un tel compromis, explique Lénine, les deux parties tireront avantage:

« Les bolcheviks..., en ce sens qu'ils obtiendraient la faculté de propager librement leur point de vue et la possibilité d'exercer leur influence dans les Soviets, grâce à la réalisation effective de la démocratie intégrale. »

« Les mencheviks et les S.-R. gagneraient à ce compromis, en ce sens qu'ils obtiendraient du coup l'entière possibilité de réaliser le programme de leur bloc, en s'appuyant sur l'immense majorité du peuple et en s'assurant la faculté d'utiliser « pacifiquement » leur majorité dans les Soviets. » Pages 12 et 13.)

En lisant ces lignes, il semble que l'on voit tout à coup les yeux souriants de Lénine, et on croit l'entendre murmurer: le seul trait constant du caractère et de la politique de ces pauvres petits Hamlets, c'est leur hésitation perpétuelle et leur peur sans égale des masses; très probablement, ils ne feront pas ce compromis.

Dans ce cas, nous aurons gagné la partie: nous pourrions alors convaincre facilement les masses que les mencheviks et les S.-R. ne sont que de faux braves. Mais même en envisageant l'hypothèse improbable de leur acceptation du compromis par peur d'une insurrection bolchevik, même dans ce cas, c'est nous qui aurons gagné. Car alors les masses pourront se convaincre par leur propre expérience que le programme de ce bloc n'est qu'une farce; elles comprendront la justesse de notre programme.

### Une des questions fondamentales de la Révolution

Dans ce troisième article, Lénine nous place dans l'alternative: ou bien dissolution des Soviets, et leur fin sans gloire, ou bien tout le pouvoir aux Soviets.

Mais malheureusement, dit Lénine, le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » est presque toujours compris dans le sens d'un ministère, composé des partis formant la majorité aux Soviets, ce qui ne serait qu'un changement de personnes sans écarter l'ancien appareil d'Etat. Une pareille interprétation du mot d'ordre est absolument fautive: on ne peut réaliser un changement social avec l'ancien appareil d'Etat.

« Un tel appareil peut servir à une bourgeoisie républicaine sous forme de « monarchie sans monarchie », comme la Troisième République française, mais il est absolument incapable de réaliser des réformes, je ne dis pas abolissant, mais simplement limitant d'une façon plus ou moins effective les droits du Capital et les droits « sacrés » de la propriété individuelle. » (Page 20.)

Le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » signifie l'abolition de l'ancien appareil d'Etat, et son remplacement par un nouveau: les Soviets. Mais le fait que les S.-R. et les mencheviks n'avaient pas confiance dans les masses, craignaient leur initiative et tremblaient devant leur énergie révolutionnaire, a empêché jusqu'à présent la destruction de l'ancien appareil d'Etat et son remplacement par le nouveau. C'est cette peur des masses qui a seule rendu possible la révolte de Kornilov et qui est cause, également, que Kérensky peut maintenant restaurer le « kornilovisme ». C'est pourquoi le dilemme est le suivant: ou tout le pouvoir aux Soviets, ou triomphe de la réaction.

Sept années d'expérience n'ont fait que confirmer la justesse de cet exposé. Les social-démocrates ont partout subi la banqueroute la plus honteuse, là où ils ont essayé d'utiliser le vieux appareil d'Etat pour le prolétariat, et leur peur des masses et leur énergie révolutionnaire a amené le triomphe de la pire réaction en Hongrie, en Italie, en Allemagne, etc.

Aujourd'hui comme autrefois, c'est le dilemme: ou bien dictature du prolétariat et des paysans pauvres, ou bien triomphe de la réaction.

### L'épouvantail de la guerre civile

Dans cet article, Lénine, avec une précision tranchante, réfute le point de vue d'après lequel on ne pourrait oser approfondir l'œuvre de la révolution de peur que la guerre civile ne noie dans des « flots de sang » les conquêtes révolutionnaires.

Analysant, avec une clarté extrême, le développement de la révolution pendant six mois, il démontre que la guerre civile n'a pas amené un affaiblissement, mais au contraire une croissance de la force de la conscience et de l'organisation du mouvement prolétarien.

Vous parlez de la guerre civile — tel est le sens de ce que dit Lénine — mais il y a un moyen de l'éviter: c'est l'alliance des mencheviks et des S.-R. avec les bolcheviks, c'est-à-dire la remise immédiate de tout le pouvoir aux Soviets. La bourgeoisie ne pourra même pas essayer de lutter contre un tel bloc, parce qu'après l'aventure de Kornilov elle ne pourra même plus recruter de « divisions sauvages ».

« Certes, le développement pacifique d'une révolution quelconque est, en général, chose extrêmement rare et difficile, car la révolution est le point culminant des antagonismes de classe; mais dans un pays agraire par excellence, où l'alliance du prolétariat et des paysans peut donner la paix aux masses épuisées par une guerre injuste et criminelle et toute la terre aux paysans, à un moment historique aussi exceptionnel, le développement pacifique de la révolution serait possible et probable si tout le pouvoir était remis aux Soviets. » (Page 39.)

Mais si les S. R. et les mencheviks continuent leur politique d'oscillation, alors la guerre civile est inévitable.

« Vous parlez des « flots de sang » que causera la guerre civile, dit Lénine, mais ces « flots de sang » donneraient la victoire au prolétariat et aux paysans pauvres, et cette victoire aurait quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent de substituer la paix à la guerre impérialiste, c'est-à-dire d'économiser la vie de centaines de milliers d'hommes qui versent maintenant leur sang pour résoudre la question du partage des bénéfices et des conquêtes territoriales (annexions) des capitalistes. Si le mouvement des 20-21 avril s'était terminé par la remise de tout le pouvoir aux Soviets et avait donné, dans ces derniers, la victoire aux bolcheviks alliés aux paysans pauvres, cette mainmise sur le pouvoir, à supposer même qu'elle eût fait couler des « flots de sang », aurait du moins sauvé la vie du demi-million de soldats que nous a certainement coûtés la désastreuse offensive du 18 juin. » (Page 42.)

L'argumentation d'après laquelle on ne pourrait approfondir la révolution, parce que la guerre civile peut noyer toutes les conquêtes révolutionnaires dans des « flots de sang » est rabachée sans cesse, jusqu'à aujourd'hui, par les social-traitres de tous les pays. Ils l'ont même divisée en deux parties. Premier argument: « Toute tentative d'approfondir la révolution doit amener le bouleversement de l'équilibre social et peut engager la bourgeoisie à annihiler les conquêtes révolutionnaires ». Un court examen de la situation du prolétariat en Autriche, où vit Otto Bauer, l'auteur principal de cette théorie équilibrante, en Allemagne et en France, pour parler seulement de ces trois pays, donne exactement une idée de la valeur de l'argumentation. La bourgeoisie ne s'est pas souciée, et n'a cure de « l'équilibre social » et de la « théorie de restriction » des « savants imbéciles » de la

II<sup>e</sup> Internationale, selon l'expression de Lénine; elle a arraché et elle arrache au prolétariat, l'une après l'autre, les concessions qu'elle a pu faire par peur d'une révolution. Deuxième argument: « Toute tentative d'approfondir la révolution doit aboutir finalement à la guerre civile, qui répandra « des flots de sang »... Mais, pouvons-nous dire avec Lénine, ces « flots de sang » assureront la victoire des ouvriers et des paysans, la paix permanente, ce qui économisera des millions de vies humaines et des mers de sang!

### Le marxisme et l'insurrection

Extrêmement intéressante et instructive est également la lettre que Lénine a écrite au Comité Central pendant la Conférence démocratique.

Lénine est rempli de hâte; car une offensive des Allemands sur Pétrograd est à craindre, et il est certain que Rodzianko et consorts sont prêts à livrer la Ville Rouge aux Allemands. Lénine sait bien que la prise de Pétrograd, que l'armée dirigée par Kérénsky ne saurait empêcher, diminuerait singulièrement les chances des bolcheviks. D'un autre côté, la situation s'est beaucoup modifiée en faveur des bolcheviks: ils ont obtenu la majorité aux Soviets de Moscou et de Pétrograd. Et puis, mencheviks et socialistes-révolutionnaires ont refusé le compromis proposé par les bolcheviks. C'est pourquoi Lénine conseille au Parti de commencer le plus vite possible l'insurrection armée et de prendre le pouvoir. Il rappelle en même temps que « l'insurrection armée est un art ».

Mais, le déclenchement d'une insurrection, n'est-ce pas du « pur blanquisme »? Lénine répond à cette objection dans la lettre dont nous parlons. Trois points différencient le marxisme du blanquisme, dans la question de l'insurrection. Les voici:

« Selon Marx, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur la poussée révolutionnaire de tout le peuple. Voilà le second point. L'insurrection doit éclater à l'apogée de la révolution ascendante, c'est-à-dire au moment où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus grande, où les oscillations parmi les ennemis et parmi les amis faibles et indécis de la révolution sont les plus fortes. C'est là le troisième point. » (Pages 59 et 50.)

Lénine déclare que ces trois conditions sont maintenant remplies pour les bolcheviks.

« En effet, nous avons pour nous la majorité de la classe prolétarienne, de l'avant-garde de la révolution, de l'avant-garde du peuple, capable d'entraîner les masses.

« Nous avons pour nous la majorité du peuple, car la démission de Tchernov est, parmi une foule d'autres, l'indice le plus clair, le plus manifeste que le bloc des S.-R. (ou même les S.-R. livrés à eux-mêmes) ne donnera pas la terre aux paysans. Or, c'est là que réside la cause fondamentale du caractère essentiellement populaire de la révolution.

« Nous avons pour nous l'avantage de la position de notre Parti qui seul parmi les fluctuations désordonnées de l'impérialisme et du bloc menchevik-S.-R. marche fermement dans la voie qu'il s'est tracée.

« Nous avons la victoire assurée, car le peuple est presque réduit au désespoir, et nous seuls lui avons indiqué l'issue véritable en lui montrant l'importance de notre direction « aux jours de Kornilov » et en proposant ensuite un compromis aux

blocards qui nous ont opposé un refus, mais n'en continuent et n'en continueront pas moins de rester ballottés dans leurs perpétuelles hésitations. » (Page 61.)

Et précisément parce qu'existent de telles conditions, ce serait trahir le marxisme et la révolution que de ne point considérer l'insurrection comme un « art ».

C'est seulement par une insurrection victorieuse que notre Parti pourra sauver Pétrograd. Car si la paix offerte par nous était refusée, si nous n'obtenons même pas un armistice, « nous deviendrons le Parti le plus « militaire », nous mènerons la guerre d'une façon véritablement révolutionnaire. Nous enlèverons tout leur pain et toutes leurs bottes aux capitalistes. Nous ne leur laisserons que les miettes, nous leur donnerons des sabots. Tout le pain et toutes les bottes seront pour le front... »

Mais il y a 99 chances sur 100 que les Allemands nous accordent au moins l'armistice. « Or, obtenir maintenant un armistice, c'est vaincre le monde entier. »

Lénine qui sait que, dans une action, les hésitants dans nos propres rangs peuvent causer un énorme désastre, et qu'il s'agit moins de quantité que de qualité, écrit:

« Nous devons, à la Conférence, procéder immédiatement à la cimentation de la fraction bolchevique, et pour cela, ne pas rechercher la quantité, ne pas craindre de laisser les hésitants dans le camp des hésitants: ils y seront plus utiles pour la cause de la révolution que dans le camp des combattants résolus et dévoués. » (Page 63.)

Après avoir présenté à la Conférence un court exposé de notre point de vue sur la situation et de nos revendications, « nous devrons lancer toute notre fraction dans les usines et dans les casernes: c'est là qu'est sa place, c'est là qu'est le nœud vital ». Ici, il faut, dans des discours ardents, poser ainsi la question: ou bien l'acceptation complète de notre programme, ou bien l'insurrection.

« La question ainsi posée, toute notre fraction concentrée dans les usines et les casernes, nous serons à même de juger du moment où il conviendra de déclencher l'insurrection. » (Page 64.)

Nous croyons qu'il serait utile que la direction du Parti publie cette lettre dont nous venons de développer seulement les idées principales, avec un commentaire approprié, sous forme de brochure, et invite les camarades à la lire avec la plus grande attention, et à organiser des discussions à son sujet. Les événements d'Octobre en Allemagne ont montré à nouveau la nécessité primordiale pour un Parti communiste de comprendre complètement les enseignements de Marx et de Lénine sur la question de l'insurrection.

### Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir?

Au cours de cette brochure, publiée également dans le recueil, Lénine discute l'attitude des divers partis et des tendances sur la question de la prise et de la conservation du pouvoir par les bolcheviks. Dans l'attitude des S.-R. et des cadets, il ne voit rien autre que des essais d'intimidation, et c'est seulement dans l'attitude de la *Novaïa Sïzn*, l'organe de Gorki et du groupe des intellectuels qui s'approchèrent le plus des bolcheviks et qui formaient « une coalition partielle au sein de la démocratie » qu'il voit les six arguments suivants:

« 1<sup>o</sup> Le prolétariat est « isolé des autres classes du pays »;

« 2° Il est « isolé des forces vives véritables de la démocratie » ;

« 3° Il « ne pourra pas techniquement prendre en mains l'appareil étatique » ;

« 4° Il « ne pourra pas mettre en mouvement » cet appareil ;

« 5° La « situation est exceptionnellement compliquée » ;

« 6° Il « ne pourra pas résister à la poussée des forces ennemies qui balayera non seulement la dictature du prolétariat, mais la révolution tout entière ». (Pages 115 et 116.)

Lénine sait qu'une partie des bolcheviks est sympathique à la *Novia Sizn* et qu'à cause de cela, il faut anéantir les arguments de cet organe au moyen de raisons acubales.

Voici le sens de la réponse de Lénine au premier argument: vous dites que le prolétariat est isolé « des autres classes ». Mais qu'est-ce que cela veut dire, les autres classes? Il n'y a, on le sait, que trois classes: le prolétariat, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie. Que le prolétariat soit isolé de la bourgeoisie, qui veut l'abattre, c'est tout naturel. Reste la petite bourgeoisie, représentée surtout par la classe paysanne. Mais n'est-il pas ridicule de parler de « l'isolement du prolétariat » des paysans, alors que — les chiffres le prouvent — la majorité des paysans se sont prononcés en faveur du mot d'ordre prolétarien: contre la coalition avec la bourgeoisie? Le prolétariat n'a-t-il pas derrière lui la majorité du peuple, sur la question agraire, sur celle des nationalités, de la paix? Les gens de la *Novia Sizn* ont donné « un coup d'épée dans l'eau », avec leur isolement du prolétariat!

Maintenant, au deuxième argument! « Le prolétariat est isolé des forces vives véritables de la démocratie ». Que sont ces « forces »? Certainement, celles des Cadets, les Brechkovskaïa, les Plekharovo, les Kérensky et consorts. Mais ce sont des forces inertes. L'histoire de la coalition l'a démontré suffisamment.

Que le prolétariat — répond Lénine au troisième argument — ne puisse prendre simplement l'appareil étatique (avant tout l'armée permanente la police, le corps des fonctionnaires), tout cela est depuis longtemps déjà démontré par Marx.

« Mais il peut briser tout ce qu'il y a d'oppressé, de routinier, d'irremédiablement bourgeois, dans l'ancien appareil étatique, et remplacer ce dernier par un nouvel appareil qui sera le sien. Cet appareil, ce sont les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. » (Page 122.)

Passons au quatrième argument. Le prolétariat « ne pourra pas mettre en mouvement cet appareil ».

« Certes, dit Lénine, nous ne pourrions nous, nous emparer de l'ancien appareil, ni le mettre en mouvement. Le nouvel appareil, les Soviets, est déjà mis en mouvement. Cet appareil fonctionne déjà; il ne reste qu'à l'alléger de cette ferraille petite-bourgeoise, de ces boulets qui l'empêchent d'aller en avant et de donner sa pleine vitesse. » (Page 128.)

Le capitalisme a créé, à son stade de guerres impérialistes, des monopoles alimentaires, le système des cartes de pain et l'obligation générale du travail. Ce sera dans les mains des Soviets le moyen le plus sûr d'enregistrement et de contrôle, et permettra de triompher de la résistance capitaliste.

« Ce moyen de contrôle et de contrainte au travail est plus puissant que les lois de la Convention et sa guillotine. La guillotine ne faisait que terri-

fier, que briser la résistance active. Cela ne nous suffit pas... »

« Il faut briser la résistance passive, incontestablement plus dangereuse et plus nuisible. Il ne nous faut pas seulement écraser toute velléité de résistance, il nous faut obliger nos adversaires à travailler dans le cadre de la nouvelle organisation de l'Etat. » (Page 129.)

Il faut lutter par ce moyen, non seulement contre les capitalistes, mais encore contre la couche supérieure des intellectuels, employés bourgeois..., etc..

Chaque riche recevra de son syndicat, correspondant le mieux à son travail, un livret de travail, et chaque semaine, par exemple, un certificat indiquant s'il a accompli consciencieusement sa tâche. S'il ne l'a pas accomplie, alors il n'aura ni pain, ni vivres. Qui ne travaille pas, ne mange pas!

« Le prolétariat, dit Lénine, ne pourra pas, nous dit-on, mettre en mouvement l'appareil étatique. »

« Après la révolution de 1905, 130.000 nobles ont administré la Russie en exerçant des violences continuelles contre 150 millions d'hommes, en les molestant de toutes les façons, en contraignant l'immense majorité de la population à un labeur de galérien et à une existence de famine. »

« Et les 240.000 membres du parti bolchevik ne pourraient pas diriger la Russie dans l'intérêt des pauvres et contre les riches! Ces 240.000 hommes ont déjà maintenant un million d'adeptes au moins. Nous voilà donc déjà en possession d'un « appareil étatique » d'un million d'hommes dont le dévouement à l'Etat socialiste est basé sur des raisons d'ordre moral et non sur l'attente de la forte somme à toucher tous les 20 du mois. »

« Bien plus, nous avons encore un moyen merveilleux de décupler d'un coup notre appareil étatique, moyen dont aucun Etat capitaliste n'a jamais pu et ne pourra jamais disposer. Ce moyen, c'est la participation des travailleurs, la participation des classes pauvres à l'administration journalière de l'Etat. » (Pages 131 et 132.)

Nous voici maintenant au cinquième argument. Les bolcheviks ne pourront conserver le pouvoir, car « la situation est exceptionnellement compliquée ». Ah! les malins! répond Lénine. Si la situation n'était pas « exceptionnellement » compliquée, si la révolution était un processus se déroulant tranquillement et pacifiquement, alors naturellement eux aussi seraient pour la révolution. Mais il n'y a point de révolution sans une situation extrêmement complexe: « On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs. »

Sixième et dernier argument: le prolétariat « ne pourra résister à la poussée des forces ennemies, qui balayera non seulement la dictature du prolétariat, mais encore la révolution tout entière ».

« Ne cherchez pas à nous effrayer, messieurs, vous n'y arriverez pas! Nous les avons vues ces forces ennemies, et leur poussée aux jours de Kornilov (dont Kérensky est le digne émule). Comment le prolétariat et les paysans pauvres ont terrassé les korniloviens, dans quelle piteuse et lamentable situation se sont trouvés les partisans de la bourgeoisie et les quelques représentants des petits propriétaires fonciers aisés particulièrement hostiles à la révolution, nous l'avons tous vu, le peuple s'en souvient. » (Page 142.)

Un nouveau putsch de Kornilov ne verra qu'une réédition élargie de Vyborg où, le 31 août, 15 officiers korniloviens furent jetés à l'eau. Cette force de résistance du capitalisme, nous l'avons déjà bien

vue. Il n'y a point de moyens qu'il n'utilise pas : mensonges les plus infâmes, calomnies les plus viles, conspirations militaires pour prostituer les Soviets, il a tout utilisé, et pour quel résultat misérable ! Mais la force de résistance des prolétaires et des paysans pauvres, nous ne l'avons pas encore connue dans toute sa grandeur.

« Car cette force ne se développera dans toute son ampleur que lorsque le pouvoir sera entre leurs mains, lorsque des dizaines de millions d'hommes accablés par la misère et l'esclavage capitaliste constateront par eux-mêmes et sentiront que le pouvoir suprême dans l'Etat appartient aux classes opprimées, aide les pauvres gens à lutter contre les propriétaires fonciers et les capitalistes et broie la résistance de ces derniers. » (Page 147.)

Alors, contre chaque dizaine de mille d'ennemis ouverts ou cachés, actifs ou passifs, se dressera un million de nouveaux lutteurs qui, jusqu'alors, n'ont

joué aucun rôle politique, qui ont passé leur vie dans la souffrance, qui désespéraient d'eux et de leur classe et chez lesquels toute idée de liberté était déjà éteinte

Voilà la réponse de Lénine au sixième argument, réponse dont la justesse fut confirmée par l'histoire de la lutte de la Russie soviétique contre tout le monde capitaliste. Voilà la réponse d'un psychologue de génie, qui a regardé dans la profondeur de l'âme des masses et qui y vit des forces cachées aux yeux ordinaires, des forces endormies depuis des dizaines, des centaines d'années, qu'il s'agissait de réveiller d'une grande secousse et d'utiliser pour la révolution prolétarienne. Lénine a osé cette grande commotion et il a ainsi rendu invincible la Russie des Soviets !

METTASCH.

(A suivre.)

## Au Conseil National du P. C. F.

Le C. E. de l'I. C. vous adresse ses salutations fraternelles et vous félicite chaleureusement du grand succès électoral remporté le 11 mai. 900.000 voix et 26 députés sont un énorme résultat pour le parti de la révolution prolétarienne. Les 100 sièges gagnés par les social-démocrates, grâce à leur alliance avec la bourgeoisie sont une nouvelle preuve de la trahison de ces prétendus socialistes.

MM. les socialistes ont déclaré qu'ils faisaient bloc avec la bourgeoisie seulement pour un instant. Naturellement, ce n'est que mensonge. En réalité, ils ont conclu une alliance indissoluble. Cette alliance existe, qu'ils entrent dans le gouvernement dès aujourd'hui ou qu'ils n'y entrent pas. MM. les socialistes de France, comme la plupart des leaders de la seconde Internationale, ne sont que l'aile gauche de la bourgeoisie. Les élections l'ont montré avec une clarté qui ne laisse rien à désirer. Le malheur du mouvement révolutionnaire, c'est que cette aile gauche de la bourgeoisie s'appuie toujours sur une fraction importante d'ouvriers encore inexperts en politique.

Nous nous félicitons particulièrement de la brillante victoire de notre Parti à Paris, centre d'une importance politique colossale. Elle prouve que la Fédération de la Seine reste une de nos meilleures fédérations. Mais ce n'est pas Paris seulement qu'il faut conquérir, mais les travailleurs de toute la France.

La nouvelle situation politique impose des devoirs immenses au P. C. F. Lui seul combattra jusqu'au bout non seulement Poincaré et ses pareils, mais en général tout gouvernement démocratique bourgeois ou toute coalition socialo-bourgeoise. La tactique du front unique dans ces conditions sera encore plus compliquée à bien appliquer. L'objectif essentiel du P. C. F., plus encore que jusqu'à ce jour, est désormais de conquérir toute la classe ouvrière et les éléments révolutionnaires de la classe paysanne, de pénétrer plus profondément que jamais dans les masses. Nous sommes convaincus que le Conseil National sera à la hauteur de la situation et prendra des décisions dignes du Parti. En tout cas, le C. E. de l'I. C. note avec satisfaction que le P. C. F. est de-

venu un grand Parti Communiste et qu'il a effectué sa campagne électorale avec une intransigeance de principes absolument irréprochable, comme le doivent de vrais communistes.

Moscou, le 21 mai 1924.

Le Président du C. E. de l'I. C. :  
G. ZINOVJEV.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

### ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	9 »
6 mois .....	13 »	17 »
12 mois .....	26 »	34 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

# L'Italie actuelle (1)

*La décomposition du fascisme semble commencée. — Classes moyennes et grande bourgeoisie. — Les « ras », le centrisme, le nationalisme. — Corruption et tripotages électoraux.*

La période héroïque du fascisme est déjà passée. Les amplifications patriotiques ne disent plus rien aux grandes masses de la classe moyenne sur lesquelles s'est appuyé Mussolini. Par contre, un profond mécontentement commence à se manifester au sein de la petite bourgeoisie agrarienne et industrielle à la suite de la politique financière du gouvernement fasciste, qui fait peser sur elle la plus grande partie des charges fiscales. *Le fascisme a été un large mouvement social des classes moyennes ; mais Mussolini se voit contraint à faire une politique favorable à la bourgeoisie capitaliste.* La petite bourgeoisie, toujours hésitante, n'a pas d'idéologie définie, et elle est foncièrement incapable de gouverner. Dans l'antagonisme entre les intérêts des classes moyennes et de la grosse industrie, le fascisme trouve une des causes fondamentales de sa décomposition inévitable, décomposition dont les premiers signes, d'ailleurs, sont faciles à remarquer à tout observateur averti.

Dans la grande industrie elle-même, il y a opposition évidente des intérêts de l'industrie lourde et de l'industrie manufacturière. Le protectionnisme douanier de Mussolini sert les intérêts de la première, mais pas du tout ceux de la seconde, et nuit spécialement à l'industrie textile, qui a besoin d'exporter. Une contradiction flagrante se manifeste aussi entre les intérêts agraires et les intérêts industriels. Mussolini, et avec lui la bourgeoisie et les intellectuels Massimo Rocca, Pietro Gorgolini, Mario Giuda, etc., tendent à supprimer les violences irresponsables des éléments « squadristes » et à transformer le gouvernement actuel en une sorte de gouvernement national bourgeois réalisant une politique pseudo-démocratique et pactisant avec certains éléments de l'ancienne vie politique que le fascisme crut foudroyer au moment de la marche sur Rome. Contre cette tendance s'élèvent les représentants de la grande propriété foncière, qui ont organisé dans les campagnes leurs expéditions de représailles, et qui, après la victoire du *fascio*, ont établi un dur régime d'esclavage dans leurs satrapies. Ce sont des partisans de la vieille intransigeance fasciste, de la violence systématique, du peloton d'exécution. On les appelle, en Italie, les « ras » (2), et leur tendance a pris, par extension, la dénomination de « rascimento ». Les chefs les plus en vue du « rascimento » sont Farinacci, dans la région de Crémone, De Vecchi à Turin, Baroncini dans la région de Bologne, Arrivabene en Lombardie, etc. Le conflit entre ces éléments et le groupe « mussolinien » a pris une acuité considérable pendant ces derniers temps. Il a été signalé par l'élimination de De Vecchi, envoyé avec le titre de gouverneur à la lointaine colonie africaine de Somali.

Signalons encore deux tendances du fascisme : centriste et nationaliste. Le centre est surtout formé des nouveaux ralliés. Ils désirent la paix et

la tranquillité. Le nouveau pouvoir leur a créé une situation avantageuse qu'ils tiennent à conserver à tout prix. Ils sont, bien entendu, pour la politique de transactions et, dans ce sens, ils offrent un appui solide au gouvernement de Mussolini. La tendance nationaliste est représentée par les anciens membres du parti nationaliste, qui, comme on le sait, ont fusionné avec les *fascio*. Ses représentants les plus en vue sont : Corradini, Bottai, Federzoni, etc. Cette tendance est nettement impérialiste et rêve d'une restauration de l'ancien Empire romain avec... un empereur : Mussolini ! Une des bases les plus solides du *fascio* était chez les anciens combattants. Or, ceux-ci sont aussi très divisés. Au sein de l'*Association Nationale des Combattants*, un groupe s'est formé, qui s'est prononcé contre le *fascio*. Ce groupe, qui compte des milliers d'adhérents et a réussi à conquérir la majorité dans un grand nombre de sections, se dénomme *Italia Libera*. Il a ses organes de presse spéciaux.

Les dernières élections législatives ont finalement révélé les premiers symptômes de la décomposition interne du fascisme. La corruption et les ambitions personnelles des partis d'ancien régime n'étaient rien à côté de la corruption et des ambitions qui se sont manifestées dans le fascisme. Des milliers de fascistes « anti-parlementaires » ont remué ciel et terre pour obtenir une place sur la liste nationale. Des groupes fascistes dissidents se sont formés dans presque toutes les circonscriptions ! Et l'on a vu Mussolini pactiser çà et là avec les représentants de cette vieille politique dont il avait, au lendemain de la prise du pouvoir, proclamé la disparition à jamais.

La décomposition du fascisme s'est initiée. Combien de temps durera son évolution ? Il serait difficile de l'apprécier. La durée de sa décomposition est étroitement subordonnée au développement des événements internationaux et à la rapidité avec laquelle la classe ouvrière réussira à réorganiser ses forces.

(A suivre.)

ANBRES NIN.

## LISEZ LES LIVRES DE LENINE :

- L'Etat et la Révolution ;
  - La maladie infantile du Communisme ;
  - La Révolution prolétarienne ;
  - L'Impérialisme ;
  - Le rôle de la Jeunesse Communiste.
- Sur la route de l'insurrection.

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

(1) Enquête faite sur place. *La Réd.*

(2) Ras : chefs des tribus sauvages de l'Abyssinie.

# L'action communiste dans les Campagnes

## La remarquable expérience de nos camarades ruthènes en Tchéco-Slovaquie

Les succès communistes dans les campagnes sont le fruit d'un travail méthodique poursuivi avec habileté. Les méthodes adéquates peuvent et doivent être appliquées dans tous les pays ruraux. Il s'agit surtout de poser la question du *partage des grandes propriétés* et de faire ressortir auprès des masses paysannes que les communistes sont leurs uniques défenseurs.

Les résultats des élections en Russie des Carpathes (1) (Tchéco-Slovaquie), pays pourvu d'un réseau ferré très restreint et dont la population se compose en majorité de paysans, où les communistes ont pourtant réuni sur leur liste 40 % des suffrages exprimés ont été accueillis par la bourgeoisie — socialistes réformistes compris — comme une déplaisante surprise. On a voulu voir la cause du succès communiste dans notre « démagogie sans scrupules ». Nous sommes accoutumés à voir interpréter nos revers momentanés comme des « signes infaillibles de la réfutation par les masses des méthodes moscovites » et nos succès comme les résultats d'une « démagogie sans scrupules ». Revenons cependant sur ces élections de la Russie des Carpathes ; elles méritent un examen sérieux. Le travail de nos camarades ruthènes mérite qu'on y regarde d'un peu plus près d'autant plus qu'ils doivent en premier lieu leur victoire à une tactique communiste habilement appliquée qui peut servir d'exemple dans maints pays à l'action parmi les paysans pauvres.

Les communistes se sont acquis les sympathies de la population rurale de la Russie des Carpathes dès l'époque de la dictature prolétarienne en Hongrie, époque à laquelle ils remirent les grands domaines seigneuriaux aux paysans pauvres. Ce partage des terres fut pourtant annulé quelques semaines plus tard par les bourgeoisies tchèque et roumaine réunies qui, pendant la guerre contre la Hongrie soviétique, occupèrent le pays. Les paysans de la Russie des Carpathes ne l'ont pas oublié. Depuis ils n'ont pas cessé de prêter volontiers l'oreille à la propagande communiste.

Le Parti Communiste de Tchecoslovaquie a puissamment contribué à entretenir et à aviver ces sympathies. Il s'est occupé de toutes les questions présentant un intérêt pour les paysans. Ces derniers se sont habitués ainsi à considérer les communistes comme leurs défenseurs et leurs conseillers. Pour la conclusion de contrats de travail ou de louage les ruraux faisaient appel à l'aide des communistes. Dans leur lutte contre les autorités tchécoslovaques de la Russie des Carpathes qui sont — si c'est possible — pires que l'ancienne administration des magnats hongrois, ils étaient soutenus par les communistes qui portaient sou-

vent leurs plaintes jusque devant le Parlement de Prague. Lorsqu'une mauvaise récolte provoqua la disette dans la Verkhovina, ce furent les communistes qui mirent en émoi l'opinion publique, de sorte que le gouvernement se vit obligé d'intervenir et d'appeler la Croix Rouge à son aide.

Le mot d'ordre de « remise des terres aux paysans pauvres » a exercé une forte séduction sur la population rurale qui nous intéresse. Cette revendication peut et doit être portée dans les masses paysannes de tout pays où la terre est détenue par un petit nombre de grands propriétaires. C'est un des enseignements les plus importants à dégager de l'expérience de la Russie des Carpathes, car on a souvent l'impression que nos partis, même s'ils s'efforcent d'établir un contact amical avec les paysans — ce qui n'est pas toujours le cas — présentent dans leur propagande la revendication du partage des terres d'une façon plutôt théorique et non pas comme une nécessité pratique actuelle.

Un autre moyen de propagande qui a fait une impression énorme sur les paysans, fut tiré de l'exploitation des affaires de corruption — affaire des alcools, le scandale des fraudes fiscales — dont retentissait à cette époque toute la Tchecoslovaquie. En Tchecoslovaquie comme dans tous les pays bourgeois, les classes possédantes et surtout la grande propriété jouissent d'un traitement de faveur de la part du fisc, tandis que les plus lourdes charges fiscales doivent être supportées par les masses laborieuses, ouvrières et paysannes. Plus le paysan est pauvre, et plus il doit payer d'impôts. D'autre part il se produit fréquemment dans presque tout le pays des scandales ; les riches se refusent à s'acquitter de leurs obligations envers l'Etat et se révèlent même capables de voler les impôts acquittés par les classes dépossédées. Ces cas de corruption montrent souvent mieux aux masses exploitées toute la pourriture du régime capitaliste que ne le ferait la théorie la plus claire.

La question nationale a également joué un grand rôle dans la campagne électorale de nos camarades ruthènes. Cette question existe dans tous les Etats de l'ancienne monarchie austro-hongroise ou des régions limitrophes de la Russie. Dans tous ces pays les masses laborieuses et surtout les paysans pauvres se rendent aujourd'hui compte de ce que « l'affranchissement du joug étranger » n'a abouti qu'à une oppression nouvelle qui se fait d'autant plus brutale que les idéologies narcotiques des anciens exploiters ne suffisent plus à endormir la conscience de classe des exploités. Les communistes ont su faire comprendre aux paysans et ouvriers ruthènes et hongrois de la Russie des Carpathes que la révolution soviétique pourrait seule leur apporter la liberté économique et nationale. C'est ainsi qu'ils ont réussi à battre tous les autres partis qui avaient spéculé sur les sentiments nationaux. En Pologne, en Yougoslavie, en Roumanie, en Tchecoslovaquie les partis communistes n'obtiendront la victoire que s'ils posent et résolvent avec rectitude la question nationale.

MATHIAS RACOSI.

(1) Rappelons que ces élections ont eu lieu le 16 mars et que le P.C.T. y a remporté un succès éclatant, conquérant 5 mandats sur 9 à la Chambre et 3 sur 5 au Sénat. La Russie des Carpathes (région de Muncacz) est une région exclusivement agricole.

# Le camarade Monatte et les Cellules d'Usines

## Ses Réflexions et ses craintes

Obligé de répondre au camarade Treint, le camarade Monatte a pris — enfin — publiquement position, dans le B. C., sur la question des cellules d'usines. Sa position peut être caractérisée à peu près de la même façon dont le camarade Monatte caractérisait le Parti : « Sa tête est malade, ses jambes sont faibles, et quant à la santé des autres membres, elle reste beaucoup à désirer. »

Le camarade Monatte s'est aperçu que le Parti veut maintenant se regrouper sur la base des cellules d'usines. Il est, lui aussi, convaincu que ce regroupement est absolument nécessaire et qu'il permettra au Parti de conquérir la majorité de la classe ouvrière. Mais, hélas ! le camarade Monatte a peur : si jamais le Parti sabotait l'idée (1) des cellules d'usines comme il a saboté l'idée (1) des commissions syndicales ? Mais Monatte qui a une certaine autorité dans le Parti, lui qui est membre du C.D. et rédacteur à l'*Humanité*, n'a rien entrepris pour empêcher que ce sabotage, appréhendé par lui, ne se fasse pas, il ne s'est jamais prononcé sur le problème des cellules d'usines, ni dans l'*Humanité*, ni dans le *Bulletin Communiste* ; il n'a jamais tracé de lignes directrices pour le travail dans les cellules d'usines, il s'est simplement contenté d'exprimer, dans une séance de la commission syndicale centrale son scepticisme sur la formation et le fonctionnement des cellules !

Les camarades n'ont que faire du scepticisme de Monatte, ils continuent la création de cellules et commencent à travailler d'une façon pratique dans les usines. Quelques-uns d'entre eux organisent des réunions publiques de leur établissement. Naturellement ces réunions ont été précédées par un certain travail préliminaire dans l'usine.

La convocation de telles réunions publiques des ouvriers d'une usine, réunions qui peuvent aider efficacement à fortifier le sentiment de solidarité des ouvriers d'une même usine — solidarité qui, hélas ! fait encore défaut — effraie le camarade Monatte : « Les masses en ont marre d'entendre des discours, ce qu'elles veulent, c'est de l'action ! » Cette fois-ci encore il ne croit pas utile de prendre position dans l'*Humanité* sur la question de l'activité des cellules et de montrer aux camarades comment ils doivent travailler. Il ne réfléchit même pas — ou s'il le fait, il n'en tire pas les conséquences — sur le fait qu'il est tout à fait naturel que maintes cellules commettent des fautes au début du travail pratique dans les usines. Il « oublie » que le problème des cellules d'usines est nouveau pour les camarades français, que le Parti — à la seule exception de la Fédération de la Seine — n'avait pas seulement omis jusqu'à la fin de l'année 1923, d'inciter les camarades à former des cellules, mais qu'il avait même négligé de leur montrer la nécessité du travail dans les usines. Il « oublie », de même que jusqu'en février 1924, pas un seul article qui aurait pu éclairer les camarades sur la constitution des cellules d'usines et sur leur rôle, n'avait paru dans n'importe quel organe central du Parti ; que par conséquent, les camarades étaient obligés de se fier à leurs propres forces, d'avancer en tâton-

nant, d'où résultèrent fatalement maintes fautes.

Le camarade Monatte s'imagine-t-il peut-être qu'il suffit de voter à un congrès une résolution sur une question aussi difficile que celle de la constitution des cellules, pour qu'immédiatement les cellules naissent partout, pour que dès le début elles fonctionnent bien comme de véritables modèles d'une activité communiste ?

Nous ne pouvons croire que le camarade Monatte soit de cet avis. Mais alors l'appréhension qu'il donne est totalement incompréhensible.

Le camarade Monatte « n'a d'ailleurs pas de chance », comme il le dit lui-même. Lorsqu'il s'érige contre l'organisation de réunions d'usine par les cellules, il le fait parce qu'il craint que par un « système » pareil les camarades des cellules ne soient congédiés.

Et maintenant des événements survinrent qui, au lieu de démontrer le non-fondement des appréciations de Monatte, semblèrent démontrer leur justesse : quelques cellules furent dissoutes et les camarades congédiés. Naturellement, ce serait violer la vérité si Monatte prétendait que la suppression de ces cellules à sa cause dans le « système » de vouloir organiser des réunions publiques d'usines et non pas dans l'imprudance des camarades. Mais cette nuance ne paraît pas avoir une grande importance pour le camarade Monatte.

Comme chef de la rubrique « les sales boîtes », il exigeait des cellules (où et quand ?) de profiter de cette rubrique pour la publication d'événements importants se passant dans les usines. Mais, hélas ! les camarades n'ont pas suivi cette invitation. Monatte n'a pas fait la réflexion suivante : « Les camarades n'ont pas écouté mon premier appel. Bon, il faut que je leur rappelle une, deux, trois... dix fois, et si alors ils n'auront pas encore compris, je vais leur exposer, dans un ou deux articles, l'importance et les avantages de ce travail. Bref, je ne me lasserai pas avant que les camarades soient arrivés à profiter de ladite rubrique des sales boîtes. » Monatte ne pensait pas comme cela. Il attendait qu'enfin les camarades se décidassent d'accepter ses propositions... et il attend toujours.

Malheureusement, cette règle avait également une exception. Monatte en raconte une dans le dernier *Bulletin Communiste* : « Un jour, j'ai reçu et publié une note signée de la cellule de la manufacture d'allumettes de Pantin et attaquant un chef d'équipe. Le lendemain, je recevais un bleu envoyé par un militant communiste de la manufacture et contresigné par tous les ouvriers de l'équipe (dont aucun n'appartient au parti J.), déclarant que les faits signalés étaient inexacts, déclarant, en outre, qu'aucun des membres du Parti travaillant à la manufacture ne connaissait l'existence de la cellule et n'avait été convoqué pour sa constitution. »

Monatte oublie de raconter que déjà, le lendemain, un autre bleu lui parvenait, qu'il publiait sous le titre : « Une erreur ne compte pas ». Ce fait est très caractéristique ; le camarade Monatte n'avisait pas tout de suite la Fédération de la Seine du contenu de ce second bleu pour qu'elle pût

se renseigner auprès de la cellule pour savoir comment, en réalité, les choses s'étaient passées et comment un camarade du Parti pouvait dire qu'il ignorait l'existence de la cellule. Monatte publia tout simplement cette lettre quoiqu'il fut convaincu qu'elle allait exercer une influence décourageante sur les camarades. Et quand Monatte écrit : « Nous ne voulons pas que le Parti sabote les cellules d'usines », on peut lui répondre : « Dans la famille d'un pendu, il n'est pas opportun de parler de la corde ».

### Les cellules et le recrutement syndical

La conception qu'a le camarade Monatte des cellules n'est non seulement tachée par son scepticisme et par ses appréhensions, mais elle souffre également de la mauvaise compréhension qu'il a des tâches des cellules elles-mêmes. Il voit dans les cellules des organes qui, avant toute chose, devraient s'occuper du recrutement syndical. Une conception pareille ne pourra jamais, à notre avis, être assez énergiquement combattue.

Dans nos réunions organisées pour expliquer la nécessité des cellules, nous nous sommes aperçus combien obscure est encore cette question dans l'esprit de la grande majorité des camarades. Certains camarades confondaient cellule avec Comité d'usine, d'autres voyaient dans les cellules des organes de propagande et de préparation aux Comités d'usines, organes qui, une fois constitués, disparaîtraient à peu près de la même façon que l'échelle qui permet aux saints de monter au ciel et qui, au moment où ces derniers ont atteint la tente céleste, perd toute raison d'être ; d'autres encore ne voulaient reconnaître à la cellule que le travail de recrutement communiste, et, enfin, il y avait quelques camarades qui voulaient attribuer aux cellules le recrutement syndical comme tâche capitale. Nous avons lutté contre toute cette confusion et nous n'avons pas cessé de répéter : « Les cellules d'usines ne sont pas des organes du Parti, mais elles sont le Parti même. » Elles remplissent donc les tâches que le Parti, à un moment donné, estimera nécessaires. Si, par exemple, le Parti lance le mot d'ordre d'une propagande intense en vue de la constitution des Comités d'usines ou encore en vue de l'évacuation de la Ruhr, alors, les cellules d'usines sont obligées de dépenser toute leur énergie dans la propagande pour ces idées. Nous n'avons cessé de bien faire ressortir que les cellules ne sont pas seulement des organes de recrutement et de propagande, mais que leur tâche capitale consiste à devenir, non en paroles, mais en réalité, le chef de l'ensemble des ouvriers de l'usine qu'elles doivent diriger, et de concentrer les luttes, les lier avec les revendications politiques du moment et les mener dans le sens d'une préparation des masses à la révolution.

En ce qui concerne les tâches générales du Parti, nous déclarons qu'il est impossible de dresser un schéma qui pourrait être valable pour toutes les entreprises, car les conditions ne sont pas partout les mêmes. Dans une certaine usine, il sera peut-être opportun de s'adonner entièrement au recrutement syndical ; dans une autre, il vaudra mieux de créer tout d'abord un Comité d'usine et de commencer seulement le recrutement syndical après une certaine activité du Comité d'usine ; dans une troisième, enfin, où il n'y a pas encore eu de travail préparatoire de fait, il serait peut-être juste de concentrer tout d'abord les forces principales, de dresser les ouvriers contre les mesures de l'hygiène insuffisante, contre la non-ap-

plication de certaines lois sur la protection du travail, etc., d'accentuer ainsi leur conscience de classe et de commencer alors seulement le recrutement syndical. Dans une quatrième usine, où l'influence anarchiste ou social-démocrate est prédominante, la tâche primordiale de la cellule consistera à briser et à anéantir cette influence. Ainsi on pourrait citer des douzaines d'exemples. Mais, dans tous ces cas, les camarades ne doivent pas oublier que les cellules constituent le Parti, que leur tâche capitale est de donner une éducation politique aux masses, de leur enfoncer, par tous les moyens de propagande et de l'action quotidienne, la compréhension de la nécessité inévitable de la Dictature du Proletariat. L'exposé du délégué des « Bouches-du-Rhône », dont parle Monatte, ne voulait pas dire autre chose.

Poser comme tâche principale des cellules, donc du Parti, le recrutement syndical, c'est vouloir syndicaliser le Parti : une conception très familière à Monatte.

### L'organisation des cellules dans la petite et grande industrie

Le camarade Monatte maintient son assertion que dans la question des cellules il y a des périodes ! Nous pataignons tous dans la première période. Puis nous parvînt la résolution de l'Internationale, qui nous apporta des lueurs (1).

Mais même cette résolution ne put pas rompre le scepticisme du camarade Monatte. « La France — déclare-t-il — n'est pas un pays de grande industrie et beaucoup de camarades travaillent dans l'industrie moyenne ou petite. Ce fait nous contraint de maintenir, pour une période assez longue, la co-existence des sections et des cellules. » Comment, camarade Monatte ? Mais les camarades des industries moyenne et petite doivent également se constituer en cellules. N'est-ce pas la résolution de l'I. C. qui nous dit que, même les camarades travaillant tout seuls dans une entreprise doivent appartenir à la cellule de l'entreprise la plus proche de leur lieu de travail ? Pourquoi alors ces méditations interminables ? Le camarade Monatte ignore-t-il que chez de nombreux camarades, il existe, sans qu'il y ajoute quelque chose, une résistance contre la création des cellules d'usines, parce que cette question leur est encore peu claire et qu'ils sont convaincus que la vieille organisation suffit ? Ou est-ce que Monatte a seulement voulu nous mettre en garde contre la dissolution par trop prématurée des sections ? Eh bien ! enfoncer des portes ouvertes est un métier oisif.

Il faut dire que, dans son ensemble, la conception du camarade Monatte sur les cellules est très pessimiste et très chancelante. Nous sommes convaincus que le Parti — qui ne pense pas du tout faire des cellules d'usines un « joujou nouveau », comme Monatte l'accuse — rejettera, en passant outre, ce pessimisme stérile.

JEAN.

(L'abondance des matières ne nous a pas permis de publier plus tôt cet article.)

(1) Nous ne sommes pas d'accord avec ce point de vue. A notre avis, la partie la plus importante de la résolution ne consiste pas dans l'éclaircissement de la question des cellules, mais en ce qu'elle prêche à toutes les sections de l'I. C. de considérer comme le devoir le plus pressant et le plus immédiat de commencer enfin la création des cellules. (J.)

# Lénine et le Mouvement Syndical

Pendant plus d'un quart de siècle, nous pouvons suivre, dans tout ce qu'a dit et écrit le camarade Lénine, son attitude révolutionnaire dans les questions du mouvement syndical. Lénine fut le véritable chef et l'animateur des syndicats en Russie. Il fut le premier qui posa dans toute son ampleur les questions fondamentales du mouvement syndical, en indiquant la solution : les questions des rapports entre la lutte économique et la lutte politique, la construction de l'Etat et des syndicats, les rapports entre le Parti et les syndicats.

Il y a plus d'un quart de siècle, lorsque l'aube du mouvement ouvrier révolutionnaire en Russie apparut, Lénine formula de la façon suivante les tâches de la social-démocratie révolutionnaire :

« L'agitation parmi les ouvriers consiste, pour la social-démocratie, dans la participation à toutes les luttes spontanées de la classe ouvrière, à tous les conflits entre ouvriers et capitalistes, conflits portant soit sur la durée du travail, soit sur le montant des salaires ou les conditions de travail, etc., etc. Notre tâche consiste dans la liaison en un seul ensemble de toute notre activité avec les questions pratiques de l'existence de la classe ouvrière, à aider les ouvriers à bien comprendre ces questions, à attirer leur attention sur les injustices les plus frappantes, à les aider à formuler d'une façon plus exacte et plus concrète leurs revendications, à éveiller en eux la conscience de leur solidarité, de la communauté de leurs intérêts, et à leur faire comprendre que la cause de tous les ouvriers russes est celle d'une classe unie qui constitue une fraction du prolétariat mondial. »

Dans la brochure intitulée : « *Que faire ?* », publiée en 1902, il formula de la façon suivante les tâches de la social-démocratie révolutionnaire :

« Le devoir des social-démocrates ne consiste pas seulement dans l'agitation menée sur une base économique, mais plutôt dans la transformation de cette politique trade-unioniste en une lutte politique social-démocrate, dans l'utilisation des germes de compréhension politique éveillés dans les esprits des ouvriers par la lutte économique pour les élever au niveau de la compréhension de la politique social-démocrate. »

Dans cette brochure, déjà, le camarade Lénine fournit une synthèse admirable de la lutte économique et politique de la classe ouvrière. Le mot d'ordre proclamé par Marx et Engels, à savoir que toute lutte de classe est une lutte politique, a été complètement repris par le camarade Lénine, et réalisé avec une logique implacable. Il démasqua sans pitié les « économistes », qui s'efforçaient de séparer la lutte économique de la classe ouvrière de sa lutte politique, et qui prétendaient que la classe ouvrière ne pourrait réaliser le socialisme qu'au moyen de la transformation progressive de la société au moyen de réformes.

« Il est plus avantageux pour la classe ouvrière, écrivait le camarade Lénine en 1902 (dans l'article intitulé : *Les deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*), que les transformations nécessaires dans le sens démocratique bourgeois se réalisent par la voie

de la révolution que par la voie des réformes. Car la voie des réformes est une voie qui comporte des ajournements, des hésitations, un dépérissement lent et douloureux des parties pourries de l'organisme populaire. Ce sont le prolétariat et la classe paysanne qui ont le plus à souffrir de ce processus de décomposition. Par contre, la voie de la révolution est la voie d'une opération rapide, la moins douloureuse pour le prolétariat, la voie d'une suppression directe des organes pourris, la voie des moindres concessions et de la violence la plus brutale vis-à-vis de la monarchie et de ses institutions odieuses, criminelles, pourries, puantes. »

Ailleurs, le camarade Lénine formule de la façon suivante les différences entre les réformes et la révolution :

« Les réformes sont des concessions que la classe dominante accorde aux travailleurs pour maintenir sa domination. La révolution, par contre, est le renversement de la classe dominante. »

Jusqu'à la révolution d'octobre, les syndicats russes étaient surtout sous l'influence des éléments opportunistes, menchevistes, qui prêchaient l'indépendance des organisations de classe des ouvriers, des syndicats vis-à-vis de leur propre parti politique. Le camarade Lénine lutta infatigablement contre ces mots d'ordre et en expliquant le fait de la façon suivante :

« La formation de syndicats constitue un immense progrès de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme comme étant le passage de l'état de dispersion et d'impuissance des ouvriers à leur groupement en tant que classe. Mais, lorsque la forme supérieure de l'organisation de classe du prolétariat, à savoir le parti ouvrier révolutionnaire apparaît (ce dernier ne méritera véritablement cette qualification que lorsqu'il aura appris à lier les chefs avec leur classe et les masses elles-mêmes en un indissoluble tout), les syndicats commencèrent inévitablement à prendre un certain caractère réactionnaire, une certaine étroitesse corporatiste, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain état d'esprit arriéré ; mais le développement du prolétariat ne se fit nulle part dans le monde entier et ne pouvait se faire autrement que par l'intermédiaire des syndicats et leur collaboration avec le parti de la classe ouvrière. »

« L'idée de la « neutralité » des syndicats, dit le camarade Lénine, dans une résolution déposée à la troisième Conférence panrusse des Syndicats et adoptée par elle, est et reste une idée bourgeoise. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de neutralité dans la grande lutte historique entre le socialisme révolutionnaire et ses adversaires. Derrière les mots de neutralité se cachent presque toujours un appui effectif accordé à la politique bourgeoise et une trahison à la cause de la classe ouvrière. C'est pourquoi tous les vrais socialistes doivent rompre, une fois pour toutes, avec l'idée de la neutralité des syndicats. »

Et, un an plus tard, le 2<sup>e</sup> Congrès syndical panrusse constate que « la tentative d'opposer (sous le manteau de « l'unité » et de « l'indépendance » du mouvement syndical) le prolétariat organisé éco-

nomiquement, aux organes de la dictature politique de classe, eut ce résultat que les groupes qui préconisèrent ce mot d'ordre s'engagèrent dans une lutte ouverte contre le gouvernement des Soviets, et abandonnèrent la cause de la classe ouvrière. »

A ce même Congrès, le camarade Lénine déclara ce qui suit :

« Si nous nous rappelons les enseignements les plus élémentaires de l'économie politique tels que nous les avons tirés du *Capital* de Marx, si nous nous rappelons l'enseignement de la lutte de classes dans laquelle nous sommes complètement engagés, si nous nous rendons compte actuellement que la Révolution sociale est à l'ordre du jour dans le monde entier, si cela ressort pratiquement des événements qui se produisent dans tous les pays — on ne peut pas parler de démocratie, d'une façon générale, ou d' « indépendance ».

L'établissement de la dictature du prolétariat en Russie a modifié radicalement le développement du mouvement syndical. Au début de la période du communisme de guerre, le camarade Lénine définit de la façon suivante le rôle et l'importance des syndicats :

« Les syndicats, étant les organisations les plus nombreuses du prolétariat, ont précisément maintenant, au lendemain de la Révolution politique, qui leur a donné le pouvoir, un rôle particulièrement grand à jouer et doivent devenir, jusqu'à un certain point, les organes politiques principaux, car toutes les vieilles notions de la politique ont été complètement renversées par la Révolution russe. »

Que représentent donc les syndicats en Russie, et quelles sont leurs tâches politiques principales, et leurs relations avec le parti ? Dans la brochure de Lénine, intitulée : « Les Syndicats à l'heure actuelle », nous lisons ce qui suit :

« Pour la réalisation de la dictature du prolétariat, les syndicats ont à jouer un rôle essentiel, mais quel est ce rôle ? En examinant cette question, l'une des questions théoriques fondamentales, j'arrive à cette conclusion que les syndicats ont à jouer un rôle tout spécial. D'une part, les syndicats, en groupant, ensemble ou séparément, les organisations des ouvriers de l'industrie et en les incorporant dans leurs rangs, sont une organisation de la classe dominante, de la classe qui exerce le pouvoir politique. Mais ce n'est pas une organisation d'Etat, mais plutôt un organe d'éducation, de formation et de conquête du prolétariat, une école de gouvernement, d'exploitation économique, une école de communisme. »

Le seul moyen de rétablir l'économie, de restaurer les usines à moitié détruites de la Russie, de rétablir et de développer l'industrie soviétique nouvellement créée, réside, pour le camarade Lénine, dans le réveil de l'activité économique des masses ouvrières par l'intermédiaire des syndicats, la conquête et la co-participation des syndicats au relèvement de la productivité du travail, de la discipline du travail, de la compréhension du prolétariat pour les tâches de la production.

« Sur le front du travail, nous ne devons pas dire : Comment pouvons-nous faire cela ? ou bien : nous ne pouvons pas le faire. Celui qui parle ainsi n'est pas un communiste. C'est sur notre faiblesse dans ce domaine que les capitalistes étrangers, que nous avons battus, mais que nous n'avons pas anéantis, mettent tous leurs espoirs. Nous ne devons jamais perdre de vue que le moment des épreuves les plus difficiles est arrivé. Chaque ou-

vrier doit réaliser le miracle que chacun de nos soldats rouges a réalisé sur le front militaire. L'héroïsme sur le front du travail aura cent fois plus de valeur que l'héroïsme dont nous avons dû faire preuve jusqu'à présent. » (Discours au Congrès du Textile de 1920).

La Russie des Soviets a vaincu sur tous les fronts militaires. Elle s'engage actuellement dans une période de construction économique intense et paisible. De nouvelles tâches économiques apparaissent au premier plan. Une nouvelle politique économique apparaît qui a complètement modifié les méthodes et les formes de la construction socialiste et a eu pour résultat d'introduire toute une série de modifications dans la situation des syndicats. Ces modifications ont été formulées dans les directives du Comité central du Parti communiste russe, avec la participation directe du camarade Lénine. Ces directives sont les suivantes :

« L'une des tâches principales des syndicats est actuellement la défense, sur tous les terrains, des intérêts de classe du prolétariat, dans sa lutte contre le capital. Cette tâche doit être mise ouvertement au premier plan et il faut transformer, modifier et compléter l'appareil syndical conformément à cette nouvelle tâche.

« Le Parti communiste, le gouvernement des Soviets et les syndicats doivent reconnaître la nécessité de la lutte économique jusqu'au moment où l'électrification de l'industrie et de l'agriculture sera à peu près complètement terminée et où la petite industrie et sa domination sur le marché auront été déracinées.

« Dans ces conditions, toute immixtion directe des syndicats dans la direction de l'industrie doit être considérée comme absolument nuisible et inopportune.

« Mais il serait cependant faux de considérer cette vérité incontestable, comme si les syndicats ne devaient pas participer à l'organisation socialiste de l'industrie et à la direction de l'industrie d'Etat.

« Les syndicats doivent, à tout prix, être les plus fidèles collaborateurs du gouvernement des Soviets, dirigés, dans tous les domaines de l'activité économique et politique, par l'avant-garde consciente de la classe ouvrière, c'est-à-dire le Parti communiste. Les syndicats ne sont pas une école communiste. Les syndicats ne sont pas seulement une école communiste de la classe ouvrière, en général, mais aussi une école pour l'industrie socialiste et même peu à peu l'agriculture. »

Ces principes de l'activité des syndicats dans la nouvelle situation économique, fixés dans ces directives, constituent la base du travail dans le présent.

Ces brèves citations suffisent pour mettre en lumière l'immense influence exercée par Lénine sur les syndicats russes. Dans son activité, dans ses paroles se reflètent comme dans un miroir les étapes principales traversées par le mouvement syndical russe.

X..

« Pour aider les hésitants, il faut cesser d'hésiter soi-même. »

N. LÉNINE.

# L'OPINION DES MILITANTS

## Réflexions après les Elections

Nos camarades du Centre se sont étonnés du résultat des élections en province. Il y a eu en effet rupture d'équilibre entre le chiffre de nos voix dans la région parisienne, et celui du reste du pays.

Il faudra y veiller, car rappelons-nous que, malgré son importance stratégique révolutionnaire, Paris pourrait être écrasé par la province, tout comme l'héroïque Commune de 1871.

Certes, c'est un lieu commun de dire que ce chiffre ne représente pas nos sympathies réelles.

A part quelques exceptions, cet échec partiel ne nous a pas surpris, et nous sommes fiers, quant à nous, de nos 4.000 voix révolutionnaires dans notre département (le Doubs). Pourtant nous avons donné plus de 100 réunions publiques et diffusé largement affiches et tracts.

Mais, à mon avis, le Centre a négligé un peu trop la province en cette période agitée.

Il est prouvé cependant que la majorité des ouvriers du bassin parisien possèdent la conscience de classe, alors que, dans nos villes et villages, elle s'éveille à peine; il y a beaucoup de révoltés, peu de révolutionnaires conscients; malgré cela, le Centre a réservé pour Paris ses orateurs, dont il y a pléthore, malgré sa première promesse de répartition. A ce propos je ferai remarquer qu'il n'est pas toujours de bonne politique d'attirer à Paris toutes les compétences qui se révèlent en province, comme on le fait actuellement.

Tout pour Paris, alors que certaines Fédérations sont totalement dépourvues et d'organiseurs et d'orateurs.

Car c'est surtout par la propagande parlée et le journal local qu'on arrivera à éduquer et à amener à nous la grande masse du prolétariat inconscient et inorganisé.

Notre presse locale ne se répand pas assez, parce qu'elle contient trop d'articles de pure doctrine d'un caractère trop général et d'aride documentation, que la masse ne comprend pas parce qu'elle ne possède qu'une instruction fort rudimentaire.

Nos journaux sont journaux pour militants et pas assez peuple, non pas que je comprenne journalisme à la manière du *Petit Parisien* ou du *Matin*, mais entre ces extrêmes on peut trouver un juste milieu.

Il faut aller aux masses, elles ne viendront pas à nous, et, pour cela, s'adapter aux contingences, comme nous le recommande Lénine.

Dans la plupart de nos petites villes de l'Est, s'avouer communiste c'est perdre tout espoir de gagne-pain et, dans ces conditions, la propagande, même individuelle, est très difficile.

Nous nous heurtons aux pires difficultés et le dévouement ne supplée pas à tout. Nous ne nous décourageons pas pour autant.

Après les élections qui ont recensé nos forces et fortifié notre influence, plus que jamais au travail.

**Marcel BRESSON.**

(Section de Besançon.)

## La Propagande à l'Usine

Il ne fait de doute pour personne que les moyens de propagande employés jusqu'à maintenant dans notre Parti aient été nettement insuffisants.

Le système par réunions publiques, exclusivement, est condamné depuis longtemps. Les divers systèmes adoptés depuis n'ont pas donné des résultats très satisfaisants.

Cela tient à ce que les travailleurs, ou tout au moins leur majorité, ne fréquentent pas nos réunions, même celles qui sont faites à la sortie des usines. Nous causons bien souvent devant des camarades qui comprennent nos arguments, qui les admettent, mais qui ne vont pas plus loin.

Quand ils ont quitté la salle de réunion, repris le collier de misère, l'exposé du camarade qu'ils ont applaudi s'atténue singulièrement.

C'est qu'à ce moment-là les difficultés surgissent. Autant il a été facile d'expliquer verbalement le travail à accomplir, autant il est difficile de le réaliser. Les camarades se heurtent à toute sorte de difficultés. L'incompréhension, et quelquefois l'hostilité des copains, le redoutable pouvoir patronal sont des obstacles qui freinent singulièrement l'activité des militants.

Il faut bien le dire: une quantité de camarades sont retenus dans leur action, ne rendent pas tout ce qu'ils devraient par la crainte du renvoi toujours suspendu sur eux, par la perspective du chômage et des suites qu'il comporte.

C'est la raison qui explique l'extrême lenteur avec laquelle se développent les organismes de lutte de classe dans les lieux d'exploitation du travail.

Et cependant, ces organismes, il nous faut les créer, les développer, les consolider.

Le travail à accomplir est immense: constituer le

Parti sur la base des cellules, former des comités d'usine, renforcer les syndicats.

J'estime que nous sommes déjà en retard pour accomplir cette tâche, et j'ai peur que nous soyons surpris par les événements.

Quel est donc le système de propagande qui serait susceptible de nous donner les meilleurs résultats?

Ce système, à mon avis, consiste à transporter notre effort principal de propagande là où sont réellement les forces sur lesquelles nous devons compter, c'est-à-dire à l'usine, au chantier, à la gare.

Nos propagandistes ne doivent plus s'arrêter à la porte de la maison capitaliste, ils doivent y pénétrer. Ils doivent y entrer dans des conditions telles qu'ils n'aient pas à craindre le renvoi, qu'ils n'aient pas à craindre la misère.

Cela suppose toute une organisation nouvelle de la propagande, cela suppose une révision complète de nos procédés; il nous faut rompre formellement, définitivement avec les vieilles méthodes périmées que nous avons reçues, en héritage, de la social-démocratie.

Comment fonctionnera cet organisme? Je n'ai pas l'intention de le définir maintenant, mais je me réserve d'y revenir.

Pour aujourd'hui, je me déclarerai satisfait si ces quelques lignes contribuent à faire voir aux camarades l'infériorité de nos moyens de propagande, la nécessité de les réviser, de les établir sur des bases nouvelles qui nous permettront d'atteindre le capital au cœur même de sa vie, c'est-à-dire à la source de ses profits.

Je demande donc aux militants qui pourraient intéresser cette idée de réfléchir, d'y réfléchir et de la discuter.

**JANIN.**

# LA RUSSIE DES SOVIETS

## « Rabkor »

### Il y a démocratie et démocratie

La démocratie formelle (égalité des citoyens devant la loi, suffrage universel, libertés constitutionnelles) est un des déguisements les plus habiles du pouvoir absolu de la bourgeoisie. Qu'est-ce que l'égalité devant la loi du milliardaire et du crève-la-faim ? Qu'est-ce que la souveraineté populaire quand tous les pouvoirs appartiennent à des oligarchies financières ? Qu'est-ce que la liberté de la presse, quand la bourgeoisie possède toutes les imprimeries, tout le papier, tous les journaux et paie tous les journalistes ?

La démocratie réelle — pouvoir réel de tous les citoyens égaux dans le travail et, par conséquent, hors du travail — ne sera réalisée que dans une société sans classes, après et par la dictature du prolétariat destinée à briser d'abord les résistances des classes possédantes. Tant que durera la domination d'une classe, la démocratie réelle ne sera évidemment pas possible. Mais on en verra poindre, en régime de dictature prolétarienne, les premières pousses...

C'est le cas en Russie Soviétiste. Nulle part ailleurs il n'y a, surtout hors du travail, dans la société moins de sentiment de la hiérarchie. Nulle part ailleurs les détenteurs du pouvoir ne sont sujets à un contrôle plus rigoureux de la masse ; par exemple, lors des épurations du Parti, lorsque le travail et la conduite des chefs d'entreprises et d'administrations soviétistes sont passés par tous les travailleurs sans parti au crible de la critique. Enfin, il n'y a nulle part ailleurs, dans la presse, d'institution comparable à celle des *rabkor* ou « correspondants ouvriers ».

Certes, ce ne sont là que des commencements de mœurs nouvelles, trop faibles commencements à notre gré, bien imparfaits, en face desquels il faut constater trop de survivances et de réminiscences du passé. Car la révolution n'est pas finie : elle continue, elle se fait un peu chaque jour ; nul ne peut dire quand elle sera faite. N'est-ce pas à leurs une raison de plus d'apprécier à leur juste valeur les commencements de l'avenir ?

...On a fêté en Russie, les 4-6 mai, la journée de la presse ouvrière. Pratiquement, c'a été la fête du « correspondant ouvrier ». Pour être correspondant ouvrier de n'importe quel organe de la presse soviétiste, il suffit d'être ouvrier et d'avoir son mot sensé à dire sur le travail auquel on participe, ou un abus à dénoncer, ou une erreur à combattre. Point n'est besoin de posséder une syntaxe irréprochable : nous savons bien que les pauvres ne l'auront jamais. — Si la « correspondance » adressée à un journal apporte des faits, même tristes, même désolants, on les publie. Quand les faits sont graves, on en vérifie au préalable l'exactitude. Que de tuiles sont ainsi tombées sur les durs caboches de mauvais directeurs d'usines nationalisées, d'administrateurs négligents, de petits bourgeois grimés en communistes ! L'article toujours signé — qui dénonce un abus produit tout de suite son effet dans le milieu visé. Il arrive

qu'il détermine des poursuites, des révocations, des réformes. — Ajoutons que le métier du « correspondant ouvrier » exige un véritable courage civique. Ce journaliste aux mains noires, dont la conscience improvise le métier, est souvent aux prises avec un milieu hostile avec des chefs de mauvaise foi ; souvent en butte à des dangereuses rancunes. A ma connaissance, quatre ou cinq « correspondants ouvriers » ont payé de leur vie leur besogne de salubrité publique...

Actuellement, la *Pravda*, les *Izvestia*, la *Sirène* (*Goudok*), le quotidien syndical de Moscou, et les deux autres quotidiens ouvriers de Moscou : *Moscou ouvrière* et la *Gazette ouvrière*, ont chacun plusieurs centaines de correspondants ouvriers. Mais l'idéal est d'en avoir des milliers, dans toutes les usines, sur tous les bateaux, dans toutes les casernes. A l'armée et dans la flotte de guerre, l'institution est de date récente. On s'attache à la développer. Elle y amènera le contrôle moral des hommes sur leurs chefs...

Notre presse soviétiste a de bien pauvres tirages, comparés à ceux du *New-York Herald*, de la *Vossische Zeitung*, du *Daily Chronicle*, du *Matin* ou du *Petit Journal*. Convenons-en. Mais dans les milliards de feuilles imprimées que les innombrables organes de la presse capitaliste emploient tous les jours, inlassablement, à abrutir les foules exploitées, que trouve-t-on exclusivement ?

1° Les nouvelles des grandes agences « informations, « arrangées » à souhait ; 2° les fausses nouvelles que l'on juge utile de lancer ; 3° les articles des empoisonneurs professionnels de l'opinion publique ; 4° les boniments des charlatans de la politique, de la médecine et du commerce ; 5° la littérature des amuseurs de la bourgeoisie ; 6° les petites histoires des maîtres chanteurs... Et bien d'autres choses de cet ordre, qu'il est inutile de dénombrer. Dans ce concert formidable, pas de place pour la voix de l'homme qui peine à sa tâche.

Et la liberté de cette presse est une des libertés démocratiques fondamentales !

Cette liberté-là, la révolution l'écrase du pied, avec mépris. Mais elle ouvre les colonnes de tous ses journaux à tous ceux qui travaillent. Elle leur crie :

— Ecrivez ! Ecrivez de vos mains maladroitement à tenir la plume, écrivez avec des mots mal digérés de votre parler de mine ou d'usine ! C'est encore une de vos façons de combattre. C'est un peu vous libérer que rompre le silence qui a pesé sur vous pendant des siècles...

V. S.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur